

**Le journal
d'Arlette
Laguiller**

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**LUTTE
OUVRIÈRE**
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2282 - 27 avril 2012 - Prix: 1 € - DOM: 1,50€

Après le premier tour



**C'est par la lutte
que les travailleurs
pourront imposer
leurs exigences**



Nathalie Arthaud :

p. 6 à 9

« une campagne où nous
avons défendu nos idées »

SOMMAIRE

Présidentielle

- p. 4 ■ Hollande et ses amis grands patrons
- Les plans des patrons sont prêts
- Une nouvelle loi aggrave la flexibilité
- p. 5 ■ Le 1^{er} Mai selon Sarkozy
- Droit de vote des immigrés
- Fil rouge
- les profits des afficheurs
- p. 6/7 ■ Les leçons du premier tour
- p. 8/9 ■ 22 avril au soir du premier tour, la déclaration de Nathalie Arthaud

Leur société

- p. 10 ■ Seillière pris la main dans le sac
- Hausse des prix
- La Réunion
- Les profits de l'industrie pharmaceutique bien soignés
- p. 11 ■ Vingt ans de Disneyland
- Stages en entreprise
- La galère de la recherche de logements

Dans les entreprises

- p. 12 ■ Fralib
- Continental AG
- Swisstex - Valence
- Tétra Pak - Dijon
- p. 13 ■ PSA - Aulnay
- Vendeur-sous-vêtements
- p. 14 ■ Crise financière : le pire est à venir
- Les travailleurs européens sous le joug de l'austérité
- Apple verse 45 milliards de dollars à ses actionnaires

Dans le monde

- p. 15 ■ En Argentine l'Etat reprend les capitaux de Repsol
- Soudan : la guerre du pétrole
- Trois jours de prison en Israël
- p. 16 ■ La fête de Lutte Ouvrière

• Résultats de LVMH Pas de crise pour les riches

Le numéro un mondial de l'industrie du luxe, le groupe LVMH, a annoncé une augmentation de 25 % de ses ventes au premier trimestre 2012 et un chiffre d'affaires de 6,58 milliards d'euros. Le groupe se porte très bien, ses ventes ayant déjà augmenté de 20 % au 4^e trimestre 2011, lui permettant d'annoncer pour l'année 23 milliards d'euros de ventes et un bénéfice net de plus de trois milliards d'euros.

C'est surtout en Asie, avec des ventes en hausse de 31 %, et aux USA, avec plus 22 %, que les produits de LVMH s'arrachent. Mais les ventes sont aussi en hausse en Europe, malgré une situation économique plus difficile. Tous les secteurs du luxe progressent : les vins et spiritueux de 22 %, la mode et la maroquinerie de 17 %, les parfums et les cosmétiques de 12 %, mais la palme revient aux montres et aux bijoux, dont les ventes ont explosé de 141 %. Le rachat du joaillier italien Bulgari explique ce résultat à trois chiffres.

Tandis que des plans d'austérité tombent en cascade sur les populations, les revenus des classes privilégiées de tous les pays progressent et plus que jamais elles peuvent dépenser sans compter pour satisfaire leurs caprices de riches. Les actionnaires de LVMH, eux, toucheront des dividendes en augmentation de près de 25 %. La seule crise qu'ils craignent est peut-être la crise de foie.

Cédric DUVAL

Fête régionale de Lutte Ouvrière à Marseille



Dimanche 13 mai à partir de 11 h 30 Parc de Loisirs de Valabre à Gardanne

Navette gratuite de cars depuis Marseille, départ devant l'Inspection académique à 11 h, 12 h, 13 h, 14 h, et de la gare SNCF de Gardanne à 11 h 20, 12 h 20, 13 h 20 et 14 h 20.

Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continue à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux

qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : **Association de financement du parti Lutte Ouvrière**

en les envoyant à l'adresse suivante :
**LUTTE OUVRIÈRE BP 233
75865 PARIS CEDEX 18**

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste)

membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 - 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

SUR INTERNET

www.lutte-ouvriere.org

www.union-communiste.org

contact@lutte-ouvriere.org

**Lutte Ouvrière
l'hebdomadaire**

www.lutte-ouvriere-journal.org

**Lutte Ouvrière
multimédia
(télé, radio, CLT)**

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

**Lutte Ouvrière
audio**

(version parlée de nos textes)
www.lutte-ouvriere-audio.org

**La lettre d'information
hebdomadaire par e-mail**

Abonnez-vous gratuitement

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom :Prénom :

Adresse :

Code postal :Ville :

Ci-joint la somme de :

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	1 an
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €
USA, Canada	35 €	70 €	22 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

Le rapport de forces avec le patronat dépend de nos luttes, pas des urnes

Hollande et Sarkozy restent seuls en lice pour le deuxième tour, avec Hollande donné gagnant.

« Étendre le rassemblement à tous les républicains qui ne veulent plus de Nicolas Sarkozy », affirme l'état-major de Hollande, en visant l'électorat centriste. L'opération de séduction est facilitée par Mélenchon qui insiste, de son côté, sur le fait qu'il ne demandera « rien en échange » pour son soutien à Hollande. Histoire de rassurer l'électorat centriste sur le fait qu'il ne fallait pas prendre au sérieux ses envolées contre la finance ou la demande d'augmentation des salaires et d'un smic à 1700 euros. Non, Mélenchon ne demande rien à Hollande, pas plus que le PCF qui est derrière lui !

Si Hollande est élu, nombre de travailleurs ressentiront un soulagement de voir Sarkozy débarrasser le plancher.

Mais les plans de licenciements reprendront de plus belle, le patronat et les banquiers redoubleront d'efforts pour prélever sur les exploités les profits que le marché n'est plus capable de leur donner. Et Hollande, pas plus que Sarkozy, ne protégera les travailleurs contre l'offensive patronale. Les marchés financiers invoqueront la dette pour exiger des mesures d'austérité supplémentaires.

Le résultat de Marine Le Pen indique un renforcement de l'extrême droite dans l'opinion publique. C'est une menace pour les travailleurs. À commencer parce qu'elle véhicule des idées réactionnaires, aux antipodes des intérêts politiques du monde du travail. Car Marine Le Pen prêche, comme Sarkozy, comme les autres, mais avec plus de virulence, qu'il faut se serrer les coudes « entre Français », en mettant dans le même sac les travailleurs et les milliardaires, les exploités et leurs exploités.

La seule perspective pour les travailleurs est, au contraire, d'opposer aux patrons capitalistes de toutes nationalités les travailleurs de toutes origines, sur la base de leurs revendications de classe. Se laisser diviser en fonction de ses origines serait un piège mortel pour le monde du travail.

Le renforcement de l'extrême droite est un renforcement du camp patronal. Aujourd'hui, sur le plan des seules idées. Mais qui oserait parier que cela ne se traduira pas, tôt ou tard, par des agressions contre des travailleurs pas d'accord ?

L'élection de Hollande ne protégera en rien les tra-

vailleurs contre cette menace. Car, plus sera grand le mécontentement provoqué par les mesures d'austérité que Hollande sera amené à prendre sous la pression des milieux financiers, plus cela renforcera l'extrême droite.

Seul le renforcement des forces qui se situent sur le terrain des intérêts politiques de la classe ouvrière peut constituer un contrepois au renforcement de l'extrême droite et l'empêcher de s'arroger le monopole de l'opposition à Hollande.

Pour ce qui concerne notre candidate Nathalie Arthaud, les 200 000 votes qu'elle a obtenus pèsent bien peu dans les urnes. Mais, lors des luttes futures, ceux qui auront voté pour elle seront des relais irremplaçables. Car, en votant pour Nathalie Arthaud, ils se sont prononcés pour que l'interdiction des licenciements, la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire ainsi que l'augmentation des salaires et des retraites et leur indexation sur les hausses de prix, soient mises en tête des revendications des futures luttes ouvrières. Ils ont affirmé leur conviction qu'il ne faut pas laisser à la classe capitaliste la direction sans contrôle des entreprises et des banques, parce que l'usage qu'elle fait de son pouvoir dictatorial va à l'encontre des intérêts de la société. Ils ont contribué à montrer que le courant communiste est toujours présent.

Pour le second tour, Lutte Ouvrière ne donne pas de consigne de vote.

Aucun travailleur conscient ne peut évidemment voter pour Nicolas Sarkozy. Certains de nos électeurs, confrontés au choix pipé entre un ennemi ouvert des travailleurs et un faux ami, s'abstiendront ou voteront blanc.

D'autres, pour se débarrasser de Sarkozy, voteront pour François Hollande.

Quel qu'ait été leur choix personnel, nous appelons les travailleurs, les victimes de la crise à se retrouver tous ensemble dans les luttes contre le grand patronat, les banquiers et le gouvernement.

Nous ne pourrions compter sur personne pour nous défendre, ni sur le président de la République, ni sur le gouvernement. Mais nous avons la force de nous défendre nous-mêmes, car c'est nous qui faisons tourner l'économie. Si nous avons une claire conscience de nos intérêts matériels et politiques et si nous sommes décidés à les imposer, notre force est irrésistible !

• 1^{er} mai

Face à la crise, vive la solidarité internationale des travailleurs !

Le 1er mai les syndicats CFDT, CGT, FSU, Solidaires et UNSA appellent à manifester.

Ce qui marque la période, en France comme dans tous les autres pays en Europe et au-delà, ce sont les attaques en tout genre que subissent les travailleurs et les classes populaires, pour permettre aux capitalistes de la finance, de l'industrie, des services et du commerce de traverser la crise de leur système

sans dommage pour eux, et même de parvenir à s'enrichir grâce aux sacrifices imposés à ceux qu'ils exploitent et à toute la société.

Le 1^{er} mai doit revenir au sens qu'il avait pour le mouvement ouvrier combattant : l'occasion d'affirmer son aspiration à une autre société et l'unité de son combat à l'échelle internationale dans la défense de ses intérêts communs.

Cela est d'autant plus vital

aujourd'hui que la faillite du système capitaliste est patente. Face au programme commun de sauvegarde des intérêts du capital que défendent tous les gouvernements, il est urgent que la classe ouvrière s'affirme, ouvre des perspectives pour ses prochaines luttes, mettant en avant un programme de défense du monde du travail pour arrêter la plongée vers la misère et la catastrophe sociale.

Face à la crise, il faut imposer

l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous les bras disponibles sans perte de salaire ; l'embauche massive dans les services publics utiles à la population ; l'augmentation de tous les salaires et pensions, avec un minimum de 1700 euros net pour chacun et leur indexation sur la hausse réelle des prix au travers de l'échelle mobile. Et il faudra aussi imposer le contrôle des travailleurs et de la population

sur les comptes ouverts et cachés des grandes entreprises, pour empêcher les capitalistes d'imposer leur dictature sur toute la société.

Halte à l'austérité et aux attaques contre le monde du travail !

Contre le capitalisme, vive la lutte et l'union internationale des travailleurs !

**Manifestons le 1^{er} mai !
À Paris, départ à 15 h de la place Denfert-Rochereau.**

• Temps de travail

Une nouvelle loi aggrave la flexibilité

Jusqu'au bout, le gouvernement Sarkozy et sa majorité parlementaire auront aidé le patronat, y compris dans les détails.

Dans une loi du 22 mars 2012, censée avoir pour objet « la simplification du droit » et « l'allègement des démarches administratives », est venu se nicher un article qui accorde davantage de liberté pour imposer une flexibilité à l'année des horaires de travail.

La Cour de cassation, qui n'est pourtant pas connue pour être favorable à la cause ouvrière, affirmait en septembre 2010 que « l'instauration d'une modulation du temps de travail constitue une modification du contrat de travail qui requiert l'accord exprès du salarié ». Cette loi nouvelle prévoit au contraire que le patronat peut appliquer de tels changements d'horaires sans avoir recueilli l'accord de chaque salarié. « Les députés facilitent encore la modulation du temps de travail », résume le journal *Les Échos*.

Cette nouvelle mesure s'inscrit dans la lignée de l'annualisation du temps de travail qu'avaient généralisée, à partir de 1998, les lois de la socialiste Martine Aubry dites des 35 heures (en réalité 1 600 heures dans l'année). En 2008, une loi du gouvernement Sarkozy avait franchi un pas de plus pour revenir à l'idée que le temps de travail relève d'une « libre » discussion entre chaque ouvrier et son patron, et non plus des accords collectifs que le mouvement ouvrier avait su arracher au cours de son histoire. Voilà qui, pour empêcher le patronat de considérer les travailleurs comme corvéables et licenciés à merci, confirme la nécessité d'une reprise de la lutte collective.

Jean SANDAY

• Rencontres en coulisse

Hollande et ses amis grands patrons

« Je n'ai jamais vu autant de chefs d'entreprise et de banquiers, même quand j'étais ministre de l'Économie et des Finances, que depuis trois mois », a déclaré l'ancien ministre socialiste Michel Sapin. Cette phrase a été rapportée par différents journaux de la presse économique qui révèlent que, depuis plusieurs mois, l'équipe de François Hollande multiplie très discrètement les contacts avec les patrons des grandes entreprises.

Mis à part les irrédutibles sarkozistes (du moins jusqu'aux résultats du second tour!) tels que Dassault, Bouygues ou Bolloré, nombre de grands patrons ne verraient pas d'un mauvais œil l'arrivée de Hollande au pouvoir. Un chef d'entreprise s'est même lâché en déclarant que, si les patrons avaient apprécié au départ l'énergie de Sarkozy, ils avaient ensuite été déçus par « son manque de cohérence dans la stratégie, mais aussi des processus de décision imprévisibles, très éloignés des règles de gouvernance dans les

grandes entreprises », choses qu'ils semblent avoir trouvées dans les assurances données par son concurrent.

Parmi les principaux représentants du grand patronat favorables à Hollande, on trouve des proches du candidat, associés à sa campagne : André Martinez, ancien dirigeant du groupe Accor, Jean-Pierre Jouyet, président de l'Autorité des marchés financiers (AMF) et André Macron, de la banque Rothschild. Viennent ensuite des dirigeants de grands groupes, tels Gérard Mestrallet, de GDF-Suez,

Stéphane Boujenah, patron de la banque Santander pour la France, Mathieu Pigasse, de la banque Lazard, etc. Ou des ex-dirigeants comme Anne Lauvergeon, d'Areva, et Jean-Cyril Spinetta, d'Air-France-KLM. Il aurait aussi des liens d'amitié avec le PDG de Total, Christophe de Margerie, celui de Vivendi, Jean-Bernard Lévy, ou le président d'Axa, Henri de Castries. Et la liste est loin d'être close, de tous ces dirigeants qu'il a côtoyés depuis son passage à l'ENA et au cours de sa carrière politique.

Si Hollande a pour l'instant refusé de voir la présidente du Medef Laurence Parisot, trop marquée comme la donneuse d'ordres du gouvernement Sarkozy, il envisage cependant de la recevoir dès après le second tour des élections. En revanche, il a tissé de bonnes relations avec

l'UIMM, le puissant syndicat patronal de la métallurgie, et a donné des assurances aux PME, leur promettant un impôt progressif.

François Hollande ne fait pas peur aux patrons car il est de leur monde. Ils savent bien que, même s'il parle de moraliser la finance et l'économie en s'en prenant par exemple à quelques inégalités trop criantes, il défendra fidèlement leurs intérêts. Et ils peuvent penser que ses discours vaguement de gauche et l'appui que lui donneront les centrales syndicales lui permettront de faire mieux passer les attaques contre les travailleurs.

Jusqu'à ce que ceux-ci se rendent compte qu'un ami des grands patrons ne peut pas être en même temps de leur côté.

Marianne LAMIRAL

• Les plans des patrons sont prêts

Une vague de licenciements qu'il faudra arrêter

Les licenciements et les suppressions d'emplois continuent pendant la période électorale.

Il y a d'abord le non-renouvellement de dizaines de milliers de contrats à durée déterminée, cette forme déguisée et gratuite de licenciement. Il y a le non-remplacement des travailleurs partis en retraite, constatée par tous les travailleurs dans toutes les entreprises et dans les services publics. Il y a les faillites de petites et moyennes entreprises, qui ont été au nombre de 16 000 au premier trimestre, laissant 65 000 travailleurs sur le carreau. Et il y a tous ces licenciements individuels, négociés ou non, par lesquels les patrons diminuent la masse salariale et augmentent leurs profits.

Pour l'instant, campagne électorale oblige, les grands groupes ont différé ou suspendu leurs plans de restructuration. Mais leurs dirigeants ont quand même fait savoir aux actionnaires que la saignée allait continuer et que les profits n'allaient pas tarder à se nourrir, une fois de plus, de la baisse des effectifs. Les patrons de la téléphonie ont ainsi

estimé qu'il leur fallait supprimer 10 000 emplois. Pour les grandes banques, les suppressions de postes sont aussi évaluées en milliers. Dans l'automobile, deux usines du groupe PSA sont menacées. Les raffineurs, bien qu'ayant déjà fermé plusieurs sites, parlent toujours de « surcapacité ». Les patrons de la grande distribution, de la pharmacie, du transport aérien, de l'énergie laissent entendre que les plans de licenciements sont prêts. Certains n'ont pas la patience d'attendre : STMicroelectronics a annoncé le 23 avril 1 700 suppressions de postes, dans le monde.

Le nombre de chômeurs risque donc d'exploser avant l'été, d'autant plus que chaque plan de licenciements dans un grand groupe entraîne des suppressions d'emplois immédiates chez les sous-traitants et, rapidement, l'appauvrissement général de la région concernée.

Interdiction des licenciements ! Répartition du travail entre tous avec maintien du salaire



Les patrons et leurs plumitifs attirés vont plaider la nécessité économique et savent que le gouvernement qui sera installé après le 6 mai, quel qu'il soit, ne fera rien pour s'y opposer. Tout le monde, du moins tout ce monde-là, sait ce qui se prépare. Les candidats à l'élection présidentielle n'auront que le mal de

continuer à mentir aux travailleurs pendant dix jours encore.

L'interdiction des licenciements est plus que jamais une nécessité vitale : il s'agit bien de protéger la vie de millions de travailleurs que le patronat menace de transformer en chômeurs.

Paul GALOIS

• Le premier mai selon Sarkozy

Le « vrai travail » des Bettencourt et des Bolloré

Avec au ventre la peur de perdre sa place, et en mal de faire parler de lui, Sarkozy s'est lancé dans des rodomontades à propos du 1er mai. « Le 1er mai, a-t-il dit, nous allons organiser la fête du travail, mais la fête du vrai travail, de ceux qui travaillent dur. »

Le voilà donc qui appelle à un rassemblement ce jour-là place du Trocadéro à Paris. Après avoir renoncé au Champ de Mars, un peu trop grand pour qu'il puisse le remplir, il s'est rabattu sur une place parisienne toute simple... du 16^e arrondissement. Comme chacun sait, c'est celui qui rassemble le plus grand nombre de « vrais travailleurs », « vrais » actionnaires qui se fatiguent et « souffrent » dans les magasins de luxe, au bridge ou dans les salles de vente. Bref, le monde des Bolloré et Bettencourt, que Sarkozy et les siens aiment tant fréquenter.

Pour en rajouter encore, Sarkozy a précisé : « On avait pris l'habitude de ne voir défiler que les permanents syndicaux. Il y aura cette fois la fête des permanents syndicaux et la fête des travailleurs. » Bien sûr, il est haï

chez les travailleurs et ce n'est pas à eux qu'il s'adresse en cette veille du deuxième tour, mais à l'électorat le plus réactionnaire, celui de ces patrons et autres exploiters avides, pour lesquels les travailleurs sont tous des tire-au-flanc et des fainéants qui ne devraient pas oser revendiquer et, si l'on comprend bien, ne font pas partie du monde du « vrai travail », selon Sarkozy. Dans la chasse aux voix, celui-ci ne fait pas dans le détail.

« Encore une fois, il divise, il stigmatise », a constaté Hollande en réponse à Sarkozy. Manuel Valls a renchéri sur ce thème : « Encore une fois, Sarkozy divise. » Mais qu'est-ce à dire ? Le premier problème est-il de rassembler ceux qui exploitent et s'en mettent plein les poches sur le dos des autres, avec la multitude de leurs victimes et



de les unir... mais pour quoi au juste ? Pour que les plus pauvres se fassent dépouiller par les plus riches, mais avec un mépris moins affiché qu'avec Sarkozy et des regrets hypocrites au nom de l'unité ?

Que Sarkozy aille donc pérorer au Trocadéro avec ce qu'il appelle le « vrai travail ». La classe ouvrière, elle, a à répondre comme il se doit à la guerre de classe que lui font les capitalistes.

Paul SOREL

• Pour les profits des afficheurs

Ça l'affiche bien

C'était promis : le Grenelle de l'environnement devait accoucher d'un décret limitant la prolifération des panneaux publicitaires. Mais les sociétés d'affichage (JCDecaux, Clear Channel, etc.) en ont décidé autrement.

« Cette réglementation va enfin stopper la lente dégradation de nos paysages urbains et périurbains et améliorer notre cadre de vie et l'image même de nos villes », déclarait la ministre de l'Écologie d'alors, Nathalie Kosciusko-Morizet, en février 2011. À l'époque, ces propos étaient déjà nettement exagérés. Selon l'association de défense de l'environnement Paysage de France, les panneaux de 4 mètres sur 3 et de 8 m² sont au nombre de 400 000, et bien peu étaient promis à la trappe par la nouvelle réglementation.

Mais aujourd'hui, ce que la ministre présentait comme une « disposition phare du Grenelle de l'environnement » s'est nettement évaporé. Les sociétés d'affichage ont obtenu que le délai de mise en conformité des panneaux publicitaires non seulement avec les dispositions du fameux décret, mais aussi avec les règlements communaux ou intercommunaux de publicité, passe de deux à six ans.

Ainsi donc, ces panneaux publicitaires qui n'agrémentent ni les villes ni les paysages connaîtront de nouveaux printemps. Cette disposition a été inscrite en catimini dans la loi du 23 mars dernier, dite de « simplification du droit », la même qui aggrave la flexibilité du travail. Et voilà comment, après une annonce pour la galerie, on peut revenir en arrière en douce, en faisant une fleur aux sociétés d'affichage.

Jean SANDAY

• Droit de vote

Selon que vous serez Français de l'étranger ou étranger en France...

Au premier tour de scrutin des élections présidentielles, les Français établis hors de France ont, comme d'habitude, voté majoritairement pour la droite : 38 % des suffrages exprimés pour Sarkozy et 28 % pour Hollande.

Bien qu'il y ait régulièrement un très fort taux d'abstention chez ces expatriés (le 22 avril : 400 000 votants et 60 % d'abstention), depuis 2007 le gouvernement Sarkozy mobilise les moyens de l'État pour que le maximum d'entre eux s'inscrivent sur les listes électorales des consulats. Sur 2,5 millions de Français établis à l'étranger, plus d'un million sont aujourd'hui

inscrits sur les listes, au lieu de 380 000 en 2002.

Pour les élections législatives de juin, le gouvernement a créé onze circonscriptions qui leur sont réservées, en découpant la planète. Ces circonscriptions gigantesques regroupent par exemple, pour l'une toute l'Amérique centrale et latine, tandis que deux circonscriptions se partagent tous

les pays d'Afrique. Ces circonscriptions, de quelques dizaines de milliers de votants chacune, sont destinées à envoyer à l'Assemblée nationale une majorité de députés UMP, en plus des onze sénateurs représentant déjà ces expatriés.

Ceux-ci ont généralement choisi de vivre et de travailler hors de France, parfois pour des raisons familiales, souvent pour des avantages financiers. Cependant ils ont le droit de voter en France, même s'ils ont quitté le pays depuis des

années, voire des dizaines d'années, même s'ils ne payent pas d'impôt en France et n'y participent pas aux activités sociales et économiques.

Il faut alors mettre en parallèle ce droit de vote pour des Français de l'étranger et l'absence de droits électoraux pour les étrangers établis en France, souvent eux aussi depuis des années voire des dizaines d'années, qui y travaillent et y payent des impôts et des cotisations sociales.

3,8 millions d'étrangers sont établis en France. Sans aucun droit de vote, sauf les ressortissants de l'Union européenne pour les élections européennes et municipales. Mais, au lieu d'élargir ce droit démocratique élémentaire, on voit aujourd'hui l'UMP et le FN rivaliser d'invectives pour s'y opposer. Parce que la majorité de ces étrangers sont des travailleurs et aussi parce que cela permet à ces partis d'en faire un thème central de leurs campagnes et d'attiser la xénophobie pour tenter de diviser la classe ouvrière.

Le droit de vote pour les Français de l'étranger, pourquoi pas ? Mais il serait plus important et normal d'avoir le droit de vote là où on vit et on travaille, quelle que soit sa nationalité.

Louis BASTILLE

fil rouge

Ils causent, ils causent

Le premier tour passé, on essaye de nous amuser avec « le débat sur les débats. » Sarko en veut trois, Hollande n'en veut qu'un. Mais pourtant on ne voit qu'eux depuis des mois sur les télé et dans les journaux.

Leur définition de la démocratie, c'est « cause toujours ». Sur ce thème, ils sont intarissables.

Défense du mélenchonisme

Question à Marie-George Buffet sur France Info : « Les électeurs communistes se

reconnaissent-ils dans le programme de Mélenchon ou dans celui de Nathalie Arthaud qui s'affiche comme candidate communiste ? »

L'ancienne candidate du PCF à la présidentielle ne répond rien sur le communisme, mais explique que ceux qui souffrent de la politique de la droite ne veulent pas simplement contester le pouvoir. Ils veulent « construire un véritable changement ». En votant pour Mélenchon, qui lui-même appelle à voter sans condition pour Hollande ? Changer le

nom du gérant de la boutique ne suffit pas pour améliorer la qualité de la marchandise.

C'est très com... patible

Dans sa chasse éperdue aux voix du FN, Sarkozy a déclaré que le Front national « était compatible avec la république ». Belle évidence pour quelqu'un qui, pendant ses cinq ans à la présidence de la République, a passé son temps, avec ses amis Hortefeux, puis Besson et enfin Guéant, à mettre en place des mesures que ne renierait pas Le Pen.

Si les idées du FN sont compatibles avec cette république, c'est celle-ci qui n'est pas compatible avec la liberté, l'égalité et la fraternité dont elle se réclame.

• Élection présidentielle

Les leçons du premier tour



Hollande et Sarkozy, arrivés en tête avec, respectivement, 28,63 % et 27,18 %, restent donc en lice pour l'élection du président de la République.

Si Hollande est élu, comme le prévoient les commentateurs, le moins qu'on puisse dire c'est que ce retour du Parti socialiste au pouvoir ne sera pas l'expression d'une poussée à gauche.

Seul le mécontentement contre Sarkozy a donné des ailes au candidat socialiste, et sûrement pas son programme ni même le ton de ses discours. En comparaison, le discours de Mitterrand lorsqu'il avait été élu en 1981 était d'un radicalisme quasi révolutionnaire. D'un radicalisme purement verbal, certes, comme la suite l'a montré. Mais, dans le langage de Hollande, il n'y avait vraiment rien pour les travailleurs, ni même de quoi enthousiasmer ce « peuple de gauche », comme l'électorat du PS et du PC aime à être qualifié. Même Régis Debray, conseiller de Mitterrand à l'époque, qui n'a rien d'un gauchiste, s'est étonné récemment, dans une interview radiophonique, de la tiédeur du programme de Hollande, où ne figure même pas le mot « nationalisation » ! Si le slogan de Hollande est « *Le changement, maintenant* », c'est bien le seul endroit où il a été question de changement, à part bien sûr le changement de la personne qui occupe le fauteuil présidentiel.

Les déplacements de voix à l'intérieur de chaque camp mènent à la même constatation : les voix que Sarkozy a perdues l'ont essentiellement été au profit de l'extrême droite.

C'est un euphémisme de dire qu'il n'y a pas eu un déplacement de voix de la gauche réformiste vers la candidature

communiste révolutionnaire de Nathalie Arthaud, ni vers l'extrême gauche représentée par Philippe Poutou.

Même le Front de gauche de Mélenchon, qui grisé par les évolutions des sondages croyait tailler des croupières à Hollande, voire le dépasser, a dû se contenter de 11,10 %. Résultat qui est certes supérieur à ceux des candidats du PC en 2007 avec Marie-George Buffet et en 2002 avec Robert Hue, mais bien loin de ceux du PC avant que son suivisme derrière le PS fasse plonger ses résultats électoraux.

Globalement donc, non seulement il n'y a eu nulle poussée à gauche, mais au contraire un renforcement de la droite extrême. Signe d'un électorat populaire démoralisé, qui ne voit pas d'issue du côté de la gauche institutionnelle et qui, même pour exprimer son hostilité et son écœurement devant les alternances qui ne changent rien pour sa vie, se tourne vers l'extrême droite.

Et cet aspect ne pourra être que renforcé pendant la campagne du deuxième tour.

C'est une évidence que Hollande ne gauchira pas son langage et qu'au contraire sa préoccupation est de séduire l'électorat de Bayrou, et même une fraction de ceux qui ont voté pour Marine Le Pen. On verra au prix de quelles concessions. Mélenchon, au lieu de faire pression dans le sens de pousser Hollande à prendre en compte un peu plus les exigences des travailleurs, comme il l'a promis avant le premier tour, tient à faciliter l'opération de séduction en direction du centre en répétant qu'il ne demandera rien

en contrepartie de son soutien à Hollande. Histoire de rassurer les électeurs de Bayrou : ils peuvent voter tranquillement pour Hollande car non seulement celui-ci ne sera pas l'otage de Mélenchon, contrairement aux âneries répétées par Sarkozy, mais c'est Mélenchon en personne qui leur garantit qu'il ne faut pas prendre trop au sérieux ses envolées en faveur des travailleurs.

Quant à Sarkozy, s'il est dans son intérêt à lui aussi d'attirer vers sa candidature une partie de l'électorat centriste, il a encore plus intérêt à toucher l'électorat d'extrême droite. C'est donc « à droite, toute ! », non seulement en remontant encore plus les barrières devant l'immigration, mais aussi en tapant sur les travailleurs immigrés, en rendant leur vie plus difficile (quasi-impossibilité du regroupement familial, etc.). Marine Le Pen n'est pas au deuxième tour mais, grâce à Sarkozy, les thèmes de sa campagne y sont dans ce qu'ils ont de plus réactionnaire et de plus chauvin.

La montée électorale de l'extrême droite

Marine Le Pen n'a donc pas réussi le coup réalisé par son père en 2002 lorsqu'il était parvenu au deuxième tour, grâce à l'effondrement du candidat du Parti socialiste, Jospin, qui au gouvernement avait déçu et démoralisé son propre camp électoral. Mais, avec 6 400 000 voix, 17,90 % de l'électorat, Marine Le Pen a recueilli 950 000 voix de plus que le total de celles de son père et du dissident FN Bruno Mégret en 2002.

Ce n'est peut-être qu'un phénomène électoral agglomérant une multitude de mécontentements autour du noyau dur du mouvement d'extrême droite réactionnaire, antiouvrier et xénophobe. Et ce n'est pas parce que Marine Le Pen a recueilli un nombre accru de voix dans l'électorat ouvrier que cela rend ses thèmes meilleurs. Ceux parmi les exploités et les pauvres qui ont voté pour le Front national ont apporté leur soutien à leur pire ennemi.

Pour le moment, le jeu politique du Front national semble être d'entrer dans le jeu institutionnel sur la base d'un rapport des forces tel que les autres partis de droite, l'UMP en premier lieu, ne puissent plus le frapper d'ostracisme. C'est cet ostracisme qui, en interdisant au Front national non seulement l'accès à des postes de ministres mais même d'avoir des députés et un groupe parlementaire, lui a offert son argument le plus précieux : celui de ne pas faire partie du « système ».

Au fil des fausses alternances, le Front national a réussi à se positionner comme un parti anti-système, en vidant par la même occasion cette expression de tout contenu social, en la cana-

Le rapport des forces créé à l'élection présidentielle suffira peut-être au Front national pour faire son entrée à l'Assemblée nationale, soit en obtenant la majorité dans un certain nombre de circonscriptions, soit en débauchant par endroits des députés UMP.

La frontière entre le Front national et l'UMP n'a jamais été une muraille de Chine, malgré le refus de la direction de l'UMP de passer des accords électoraux globaux avec le Front national.

À ce qu'elle en dit, Marine Le Pen ambitionne plus que cela : elle compte sur une implosion de l'UMP si Sarkozy est battu, et surtout si sa défaite est sévère.

Ce calcul sera-t-il justifié ou pas, l'avenir le dira. Marine Le Pen se pose en tout cas d'ores et déjà comme la future chef de l'opposition à Hollande et au gouvernement socialiste.

Là, on est encore dans une évolution dans le cadre institutionnel. L'émergence d'un grand parti d'extrême droite hégémonique à l'intérieur de la droite parlementaire pourrait n'être que l'accomplissement ultime d'une évolution que l'UMP elle-même incarne à sa façon, avec sa droitisation. Toute une partie des cadres de



lisant et en la limitant à l'alternance entre deux grands partis, un de gauche et un de droite (contre le seul système « UMPS », comme le répètent les ténors du Front national).

À ce qu'il paraît, en extrapolant aux législatives le score de Le Pen à la présidentielle, le Front national serait en mesure de se maintenir au second tour dans plus de trois cents circonscriptions.

l'UMP pourraient parfaitement se reconverter dans un tel rassemblement dominé par le Front national.

De tels grands partis d'extrême droite ont émergé, de l'Autriche à la Finlande, de la Suisse à la Norvège, dans une Europe frappée par la crise, et partout pour la même raison : l'incapacité de la gauche réformiste de donner une perspective aux classes exploitées,

face à l'offensive de la classe capitaliste.

Même telle quelle, l'évolution représente une menace pour la classe ouvrière. Elle représenterait la mainmise sur la scène politique de la formation la plus réactionnaire et fondamentalement la plus antiouvrière de tous les partis au service de la bourgeoisie. Avec tout ce que cela pourrait représenter de durcissement dans le domaine des droits sociaux, à l'égard des syndicats, du mouvement ouvrier organisé, etc.

La menace est plus directe s'agissant des travailleurs immigrés, voire s'agissant des travailleurs nés en France mais issus de l'immigration.

Sarkozy et ses comparses ont largement commencé l'institutionnalisation de la chasse aux immigrés, le durcissement de leurs conditions d'existence. Mais, avec ou sans l'UMP, cette évolution sera poussée plus loin sous l'influence du Front national.

Il serait illusoire pour les travailleurs de penser que l'élection de Hollande et un gouvernement socialiste, avec ou sans Mélenchon et ses compagnons, puissent être une protection. Car si le gouvernement socialiste est amené à prendre des mesures appauvrissant les différentes catégories populaires et suscitant la colère dans leurs rangs, l'extrême droite aura un boulevard devant elle en tant qu'opposition. Et elle pourrait être tentée, dans son ensemble, avec sa direction ou par le biais de certaines de ses factions, de prolonger par des actes le discours anti-immigrés, anti-syndicats, anticommuniste. Certains pays de l'Est, avec la chasse aux Roms, jouent déjà les précurseurs de ce type d'évolution. Une évolution des choses dans ce sens-là, c'est-à-dire dans le sens de l'émergence de groupes d'extrême droite violents, dépend plus de l'évolution de la crise que de la stratégie choisie par les Le Pen, la « dédramatisation » du Front national, réussie ou pas, par Marine Le Pen.

Nous n'en sommes pas encore là. Mais si la crise précipite l'évolution des choses, nous risquons d'y être rapidement. Et cela rend encore plus urgent la constitution d'une force capable de faire contrepoids.

Ce qui est sûr, c'est que ce n'est pas autour de Mélenchon que cela peut se constituer, même si Mélenchon continue à bénéficier du soutien du PCF.



Des manifestants grecs contre l'austérité «Non aux licenciements. Que les riches payent la crise»

Le jeu de Mélenchon

Pendant ces quelques semaines où la percée de Mélenchon dans les sondages a été fulgurante, il ne cachait pas une grande ambition. Dans une interview aux *Échos* du 19 avril, à la question sur l'éventualité d'une future carrière ministérielle sous la présidence de Hollande, il répondait avec superbe : « Je ne suis pas candidat pour être le Premier ministre de François Hollande, mais pour conquérir le pouvoir, tout le pouvoir ! »

À l'époque, il pouvait nourrir une vaste ambition, si ce n'est en espérant devancer Hollande au premier tour, du moins en imaginant incarner une semi-opposition, c'est-à-dire soutenir si besoin un gouvernement socialiste tout en n'y participant pas, de manière à ne pas assumer la responsabilité de mesures antiouvrières éventuelles.

Si un nouveau rebondissement de la crise financière obligeait le gouvernement socialiste à prendre des mesures semblables à celles qui ont été prises en Grèce par le gouvernement socialiste, Hollande pourrait être rapidement déconsidéré. À côté d'une opposition d'extrême droite, la bourgeoisie pourrait alors disposer d'une opposition de gauche susceptible de canaliser ou de calmer la colère ouvrière, voire le cas échéant de prendre la place de Hollande.

Les 11,10% finalement obtenus par Mélenchon l'amèneront certainement à modérer son ambition. À quoi, au juste ? À obtenir du Parti socialiste un accord lui permettant d'obtenir assez de députés pour justifier un groupe parlementaire ?

Hollande ne lui fera pas

ce cadeau avant le deuxième tour, pour ne pas effaroucher l'électorat de Bayrou. Mais, une fois élu, cela est parfaitement imaginable, quitte à ce que le Parti socialiste prenne aux écologistes les circonscriptions intéressantes et les donne au Front de gauche.

Les marchandages qui ne manqueront pas de s'ouvrir au lendemain de l'éventuelle élection de Hollande ne tarderont pas à apporter une réponse à cette question, et par la même occasion à une autre : est-ce que le Front de gauche résistera à une éventuelle tentative de Hollande de séparer Mélenchon du PCF ?

La classe ouvrière

Déjà face à la nécessité de défendre ses intérêts matériels, elle devra aussi se battre pour ses intérêts politiques

Pour les communistes révolutionnaires, les élections sont pendant la campagne électorale une occasion de s'exprimer, et après un thermomètre.

Le thermomètre du premier tour a indiqué une évolution politique qui n'est pas favorable à la classe ouvrière.

Le plus grave est l'image qu'il donne d'une classe ouvrière profondément déboussolée, dont une fraction significative a choisi, pour exprimer son mécontentement, le moyen le plus opposé à ses intérêts, le vote pour le Front national.

Que la droite dite

parlementaire, les Sarkozy et compagnie, ait servi la soupe au Front national, en reprenant à son compte sa démagogie chauvine, xénophobe et anti-immigrés, est incontestable. Mais c'est dans l'ordre des choses.

Mais on ne peut que souligner la responsabilité écrasante de la gauche réformatrice dans cette évolution. Même le quotidien *Le Monde*, si favorable au Parti socialiste, le rappelle : « En 1983, c'est le tournant de la rigueur, sous présidence socialiste, qui avait fait naître le phénomène Front national. » Depuis, d'alternance en alternance, avec à chaque fois son lot de déceptions, non seulement le Parti socialiste, avec la complicité du Parti communiste, a démoralisé la classe ouvrière, mais il a démolé tous les repères de classe.

Laissons aux politologues distingués la discussion vaine pour savoir si le vote pour Marine Le Pen est un vote d'adhésion ou un vote de colère. Le fait est qu'aucun parti sur la gauche de l'échiquier politique, disposant d'un certain crédit, n'était là pour que les travailleurs, les chômeurs, les plus pauvres, puissent exprimer leur colère et leur désarroi devant le chômage et la montée de la misère.

Le Parti communiste n'est plus depuis longtemps que l'ersatz d'un parti représentant vraiment les intérêts des travailleurs. Mais il était encore là. Cette fois-ci, il a choisi de disparaître derrière Mélenchon. Par sa couardise face à la bourgeoisie, par son alignement derrière le Parti socialiste, même lorsque celui-ci menait au gouvernement une politique de combat pour préserver les intérêts capitalistes au détriment des travailleurs, le Parti communiste porte

une responsabilité écrasante dans la démoralisation des travailleurs, dans leur atomisation, dans leur dépolitisation et dans la perte de tout repère de classe.

Il y avait de quoi être écœuré à écouter Mélenchon, le soir du premier tour, se vanter de son combat contre le Front national, alors qu'en tant qu'ancien ministre du gouvernement de la Gauche plurielle il a tout de même sa part de responsabilité dans la démoralisation et la perte de boussole qui constituent, avec la crise, le terreau sur lequel pousse le Front national !

Le seul contrepoids, lors des montées de l'extrême droite, a toujours été dans le passé la combativité de la classe ouvrière et sa conscience. Il en ira de même dans l'avenir. Aux attaques de la bourgeoisie sur le terrain matériel s'ajouteront les attaques sur le terrain politique. L'initiative de Sarkozy d'organiser sa propre manifestation le 1^{er} Mai ne se veut pas seulement une démonstration de force. Son discours sur les « vrais travailleurs » est un appel à la mobilisation des milieux petits-bourgeois aux convictions de droite et d'extrême droite, mais aussi une attaque symbolique contre les organisations ouvrières, contre les syndicats.

La surenchère entre la droite et l'extrême droite les amènera à se poser, chacune, en « protecteur » du monde du travail, tout en intensifiant les attaques contre les organisations même réformatrices qui agissent en son sein.

Seule une classe ouvrière mobilisée et consciente peut faire face aux attaques sur ces deux terrains. Mais, pour cela, elle a un besoin vital d'un parti qui représente ses intérêts politiques et matériels, un parti ouvrier révolutionnaire.

L'absence d'un véritable parti communiste est la principale faiblesse de la classe ouvrière. Le reconstruire est une urgence. Cela va être difficile, sur le champ de ruines laissé par les partis de la gauche réformatrice ? Sans doute. Mais il n'y a pas d'autre voie. Et si la classe ouvrière retrouve la confiance en elle-même et la combativité, ce parti communiste pourra surgir très vite, à condition qu'il existe au moins une minorité qui en défende l'option, qui ne se décourage pas et qui transmette l'héritage politique nécessaire.

Georges KALDY

• 22 avril, au soir du premier tour

La déclaration de Nathalie Arthaud



Sarkozy et Hollande sont donc les deux candidats en lice pour le deuxième tour, avec une avance telle pour Hollande que son élection paraît probable.

Le plus inquiétant dans les résultats est le pourcentage de voix obtenues par Marine Le Pen. Il est l'expression du renforcement de l'extrême droite dans l'opinion publique. Cette montée de l'extrême droite représente une menace pour les travailleurs.

Malheureusement, l'élection de Hollande à la présidence de la République et l'éventualité d'un gouvernement socialiste ne protégeront en rien les travailleurs contre cette menace. Car plus sera grand le mécontentement provoqué par les mesures d'austérité que Hollande sera amené à prendre sous la pression des milieux financiers, plus cela renforcera l'extrême droite.

Seul le renforcement des forces qui se situent sur le terrain des intérêts politiques de la classe ouvrière peut constituer un contrepoids au renforcement de l'extrême droite et l'empêcher de s'arroger le monopole de l'opposition.

Je remercie les quelque deux cent mille électeurs qui ont voté pour ma candidature. Ils ont été marqués par ce vote aussi bien leur rejet de Sarkozy que leur

méfiance à l'égard de Hollande. Ils ont montré qu'ils ne sont pas dupes des faux choix de cette élection présidentielle où le véritable pouvoir, celui de l'argent, celui du grand patronat et des banquiers, n'est pas soumis au suffrage.

Ceux qui ont voté pour ma candidature se sont prononcés pour le programme de lutte que j'ai défendu tout au long de ma campagne électorale. Ils se sont prononcés pour que l'interdiction des licenciements, la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire ainsi que l'augmentation des salaires, retraites et pensions et leur indexation automatique sur les hausses de prix, soient mises en tête des revendications des futures luttes ouvrières. Ils ont affirmé leur conviction qu'il ne faut pas laisser à la classe capitaliste la direction sans contrôle des entreprises et des banques parce que l'usage qu'elle fait de son pouvoir dictatorial va à l'encontre des intérêts de la société. Ils ont contribué aussi à montrer que le courant communiste, pour minoritaire qu'il soit, est toujours présent.

J'ai la conviction que le programme de lutte que j'ai défendu a été entendu bien au-delà.

Je ne suis pas propriétaire des voix qui, en ce premier tour, se sont portées sur mon

nom. Au deuxième tour, mes électeurs voteront selon leur conscience.

Aucun travailleur conscient ne peut évidemment voter pour Nicolas Sarkozy, le président des riches, cet homme qui, pendant les cinq ans de son pouvoir, a été le fidèle serviteur des groupes capitalistes et des banquiers.

Certains de mes électeurs, confrontés au choix pipé entre un ennemi ouvert des travailleurs et un faux-ami, s'abstiendront ou voteront blanc.

D'autres, pour se débarrasser de Sarkozy, voteront pour François Hollande. Quel qu'il soit, ce n'est pas son choix personnel, j'appelle les travailleurs, les victimes de la crise à se retrouver tous ensemble dans les luttes inévitables contre le grand patronat, les banquiers et le gouvernement.

Nous ne pourrions compter sur personne pour nous défendre, ni sur le président de la République, ni sur le gouvernement. Mais nous avons la force de nous défendre nous-mêmes, car c'est nous qui faisons tourner l'économie. Si nous avons une claire conscience de nos intérêts matériels et politiques et si nous sommes décidés à les imposer, notre force est irrésistible!

Nathalie ARTHAUD

« Une campagne où nous avons défendu nos idées »

Au soir du premier tour, Nathalie Arthaud s'est adressée ainsi aux militants présents à la soirée électorale organisée par Lutte Ouvrière pour prendre connaissance des résultats.

Je voudrais dire quelques mots à l'attention de tous ceux qui ont soutenu notre campagne, à l'attention de mes camarades.

Pour tous les journalistes et les experts politiques qui résument la vie politique au cirque électoral, notre score de 0,5% à 0,7% sera considéré comme l'échec de notre campagne et de notre politique.

Mais je tiens d'abord à rappeler que, si 0,5% à 0,7% cela pèse peu dans les urnes, cela fait près de 200 000 personnes qui ont approuvé notre programme de lutte. Cela fait près de 200 000 personnes présentes dans les entreprises, dans les quartiers populaires, sur qui les travailleurs pourront compter pour relayer ces objectifs et les populariser. Dans un contexte de remontée des luttes, ils seront des points d'appui précieux pour tous ceux qui voudront se battre.

Et au-delà du score, camarades, nous pouvons être fiers de cette campagne. Parce que nous avons pu y défendre toutes nos idées et parce que ces idées ont touché bien des travailleurs, des pauvres, des chômeurs.

Nous avons touché, conforté et influencé y compris des électeurs qui ne se sont pas portés sur mon nom. Je le sais, au travers des courriers et des messages de soutien que nous avons reçus. Vous le savez, au travers des discussions que vous avez eues : nous avons attiré de la sympathie et du respect pour notre politique dans les classes populaires, largement au-delà de ceux qui ont voté pour nous.

Ce respect, nous l'avons gagné parce que nous avons défendu nos idées, parce que nous avons défendu sans concession les mesures nécessaires aux classes populaires, cette interdiction des licenciements, dont on nous a dit et répété qu'elle n'était pas possible, que c'était une horreur économique ; l'augmentation des salaires et le smic à 1 700 euros, dont on nous a rabâché qu'ils mettraient toute l'économie sur la paille ; le contrôle des travailleurs sur les entreprises, quand bien même on nous a expliqué qu'il était sacrilège.

Le respect et la sympathie, nous les avons aussi gagnés en affirmant nos convictions communistes. Nous avons montré qu'il existe, dans le pays, un courant qui ne se résigne pas au capitalisme et qui affirme que les travailleurs ne sont pas seulement des victimes et des exploités, mais qu'ils peuvent et doivent revendiquer la direction de la société. Oui, dans cette campagne

nous avons levé le drapeau du communisme.

Nous l'avons fait en connaissance de cause : en sachant que ce ne serait pas payant électoralement, en sachant que nous serions à contre-courant, qualifiés d'utopistes ou accusés du pire.

Nous l'avons fait et je crois que nous l'avons réussi. S'il a été question du communisme dans cette campagne, si l'on a parlé de l'expropriation des banquiers, de l'expropriation des groupes capitalistes, du renversement de la bourgeoisie, c'est de notre fait.

Oui, ma candidature était une candidature de témoignage, nous l'avons toujours assumé. Mais elle témoignait d'un point de vue de classe, du point de vue des exploités et de la perspective communiste, ce qu'aucun autre candidat n'a fait.

L'apolitisme ambiant, le faible moral des travailleurs et les illusions électoralistes ont conduit à faire le succès de la « révolution citoyenne » et du remix 2012 de la prise de la Bastille! Mais ce n'est pas Jean-Luc Mélenchon qui s'est réclamé du communisme, de la perspective d'une société débarassée du profit, du marché et de la propriété privée, c'est nous!

Nous avons montré qu'il existe bel et bien un courant communiste révolutionnaire. Il est aujourd'hui minoritaire. Mais ce n'est pas la première fois. S'il n'a pas disparu malgré la pression du stalinisme, malgré la pression du réformisme et de l'électoralisme, c'est qu'il y a toujours eu des hommes et des femmes qui ont su être à contre-courant et qui ont tenu envers et contre tout à leurs convictions, à leur idéal. C'est par vents contraires que l'on juge la fidélité aux idées communistes.

Alors aujourd'hui, c'est à nous d'assurer la transmission des idées communistes révolutionnaires et nous pouvons en être fiers.

Et c'est plus que jamais nécessaire, car la crise est un formidable accélérateur de l'Histoire. Elle ne fait pas qu'aggraver les conditions d'existence des classes populaires, elle remue aussi les consciences. La crise économique actuelle amènera un nombre croissant de travailleurs, de jeunes, à la conscience que renverser le pouvoir de la bourgeoisie n'est pas une utopie mais une nécessité. Eh bien, il faut qu'ils trouvent des militantes et des militants qui en défendent la perspective.

Autant l'on peut constater que la révolte s'accumule dans la classe ouvrière, qu'il y a une rage impuissante qui couve, autant personne ne peut dire quand elle

explosera. Quand surviendront les luttes, comment, nous ne pouvons pas le dire. En revanche ce qui dépend de nous, c'est que nous soyons là et qu'il y ait un parti, le plus large possible, capable de défendre une politique pour ces luttes.

Il faut encore un parti, implanté un peu partout, reconnu par une fraction non négligeable des nôtres. Ce parti n'existe pas encore, il nous faut œuvrer dès demain à sa construction.

Nous en avons les fondations, nous avons posé les premières briques, il faut continuer! Pour y parvenir complètement, il faudra des luttes qui mobilisent en profondeur les rangs de la classe ouvrière, mais nous pouvons avancer dans cette construction.

La campagne électorale que nous venons de faire nous donne un point d'appui. Oh! ce ne sont pas nos résultats électoraux qui vont nous aider. Mais le score est une chose, la campagne et les idées que nous avons propagées en est une autre.

Les résultats électoraux s'oublent, alors que les idées vont faire leur chemin. L'interdiction des licenciements, l'échelle mobile des salaires, le contrôle des travailleurs ont beau être balayés d'un revers de main par la plupart des journalistes – qui n'imaginent pas eux-mêmes vivre avec moins de 1 700 euros –, ce sont des mesures évidentes, souhaitées par tous les travailleurs, parce qu'elles répondent à leurs exigences vitales.

Et c'est en cela que, oui, nous avons réussi cette campagne et qu'il faut continuer d'aller de l'avant.

Pour que ces idées continuent d'être propagées, nous ne pourrions plus compter sur les médias. Si tant est que nous avons pu « compter sur les médias »... Nous avons tout de même profité de l'égalité du temps de parole et cela nous a permis de faire connaître notre politique à un nombre bien plus grand de travailleurs que dans notre activité quotidienne, dans les entreprises et dans les quartiers populaires où nous sommes présents.

Mais cette égalité de temps de parole n'était qu'une parenthèse de la vie politique, et elle a d'ailleurs été un véritable supplice pour de nombreux journalistes, qui auraient tant aimé papoter entre gens du même monde et que nous avons manifestement dérangés. Résumer l'élection à un duel Sarkozy-Hollande, éventuellement pimenté d'un challenger aussi radical que... Bayrou, leur aurait mieux convenu!

Maintenant que la loi n'oblige plus à rien, les journalistes vont

nous faire disparaître au plus vite des écrans radar de télé ou de radio. Tous les journalistes qui prétendent incarner l'opinion publique et qui ne sont en fait que les plumes serviles de l'ordre social, chargés de véhiculer le conformisme et de formater l'opinion publique dans l'idée que la société actuelle est la seule concevable, prendront prétexte de nos 0,5% pour ne pas nous donner la parole.

Nous allons donc disparaître des médias. Eh bien, ce n'est pas grave: demain comme hier, nous saurons nous donner les moyens militants pour défendre nos idées.

Il faut se saisir de toutes les occasions pour rencontrer les sympathies qui sont nées dans cette campagne. Nous avons découvert de nouveaux amis jusqu'en... Polynésie! Alors oui, nous avons ici et là des soutiens à découvrir, à approcher et à associer à notre activité. Il faut nous donner les moyens de les rencontrer.

Les élections législatives nous en donnent l'occasion puisque nous aurons des candidats dans toutes les circonscriptions du pays. Cela multipliera les occasions de joindre et réunir ceux qui ont approuvé notre campagne et se sont sentis représentés. Cette nouvelle campagne démarre dès maintenant, elle sera courte mais elle sera aussi propice pour tisser de nouveaux liens.

Et dans l'immédiat, nous nous retrouverons à notre grand rassemblement annuel de la Fête à Presles, qui aura une signification politique d'autant plus importante pour nous que c'est dans le cadre de la fête que nous tiendrons nos deux grands meetings nationaux des législatives.

Après cela, nous disposerons de nos moyens militants, de notre force de conviction, de notre enthousiasme, de nos tracts, de nos centaines de bulletins d'entreprise qui paraissent tous les quinze jours, de notre activité dans les quartiers populaires et du crédit qu'un nombre croissant de camarades ont conquis dans leurs entreprises en y menant la lutte quotidienne; et nous continuerons!

Alors, camarades, nous sommes certes minoritaires, comme le sont habituellement les révolutionnaires dans des périodes de recul, mais notre politique, nos convictions, nos idéaux sont vus d'un bon œil parmi les nôtres et nous avons bon accueil. Nos idées correspondent aux nécessités vitales de millions de travailleurs. Tôt ou tard elles seront reprises par des millions de femmes et d'hommes décidés à ne plus subir. À nous de faire vivre ces idées!



Les résultats de Nathalie Arthaud

Département ou territoire	Exprimés	Nathalie Arthaud	%
AIN	321357	1794	0,56%
AINSE	297944	2490	0,84%
ALLIER	205950	1482	0,72%
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	100788	487	0,48%
HAUTES-ALPES	86777	488	0,56%
ALPES-MARITIMES	582842	1576	0,27%
ARDECHE	200715	1257	0,63%
ARDENNES	153592	1185	0,77%
ARIEGE	96048	528	0,55%
AUBE	162719	996	0,61%
AUDE	216346	1116	0,52%
AVEYRON	181710	969	0,53%
BOUCHES-DU-RHONE	1040623	3641	0,35%
CAUVADOS	401432	2641	0,66%
CANTAL	98408	587	0,60%
CHARENTE	209451	1460	0,70%
CHARENTE-MARITIME	378741	2161	0,57%
CHER	181615	1387	0,76%
CORREZE	156095	659	0,42%
CORSE SUD	74205	220	0,30%
HAUTE CORSE	86517	282	0,33%
COTE-D'OR	289064	1631	0,56%
COTES-D'ARMOR	379538	2552	0,67%
CREUSE	77750	557	0,72%
DORDOGNE	258814	1480	0,57%
DOUBS	291420	1882	0,65%
DROME	288253	2057	0,71%
EURE	334475	2189	0,65%
EURE-ET-LOIR	236815	1587	0,67%
FINISTERE	560072	3347	0,60%
GARD	418026	1946	0,47%
HAUTE-GARONNE	693608	2839	0,41%
GERS	120666	646	0,54%
GIRONDE	818906	3671	0,45%
HERAULT	602943	2397	0,40%
ILLE-ET-VILAINE	579026	3876	0,67%
INDRE	138948	1190	0,86%
INDRE-ET-LOIRE	335255	2272	0,68%
ISERE	666339	3450	0,52%
JURA	154093	1084	0,70%
LANDES	243830	1161	0,48%
LOIR-ET-CHER	197300	1384	0,70%
LOIRE	412422	2503	0,61%
HAUTE-LOIRE	145303	1070	0,74%
LOIRE-ATLANTIQUE	773722	4458	0,58%
LOIRET	356055	2007	0,56%
LOT	114070	623	0,55%
LOT-ET-GARONNE	196532	974	0,50%
LOZERE	50006	263	0,53%
MAINE-ET-LOIRE	455773	3426	0,75%
MANCHE	306129	2206	0,72%
MARNE	296981	1949	0,66%
HAUTE-MARNE	109352	860	0,79%
MAYENNE	182271	1415	0,78%

Département ou territoire	Exprimés	Nathalie Arthaud	%
MEURTHE-ET-MOSELLE	389903	2582	0,66%
MEUSE	112454	789	0,70%
MORBHAN	461138	2818	0,61%
MOSELLE	572072	4350	0,76%
NIEVRE	130596	934	0,72%
NORD	1371099	9545	0,70%
OISE	435969	3391	0,78%
ORNE	173754	1294	0,74%
PAS-DE-CALAIS	849139	7246	0,85%
PUY-DE-DOME	369581	2370	0,64%
PYRENEES-ATLANTIQUES	394490	1828	0,46%
HAUTES-PYRENEES	144704	780	0,54%
PYRENEES-ORIENTALES	264194	1305	0,49%
BAS-RHIN	585962	3779	0,64%
HAUT-RHIN	405411	2608	0,64%
RHONE	883641	4220	0,48%
HAUTE-SAONE	146528	1126	0,77%
SAONE-ET-LOIRE	324826	2048	0,63%
SARTHE	326099	2452	0,75%
SAVOIE	243115	1213	0,50%
HAUTE-SAVOIE	402015	1793	0,45%
PARIS	992473	2719	0,27%
SEINE-MARITIME	695401	4918	0,71%
SEINE-ET-MARNE	645798	2995	0,46%
YVELINES	719209	2505	0,35%
DEUX-SEVRES	221715	1612	0,73%
SOMME	329137	2917	0,89%
TARN	236714	1212	0,51%
TARN-ET-GARONNE	145844	698	0,48%
VAR	600730	2094	0,35%
VAUCLUSE	312799	1208	0,39%
VENDEE	407383	2584	0,63%
Vienne	245690	1741	0,71%
HAUTE-VIENNE	218859	1439	0,66%
VOSGES	228902	1716	0,75%
Yonne	194476	1324	0,68%
TERRITOIRE DE BELFORT	74923	523	0,70%
ESSONNE	597251	2462	0,41%
HAUTS-DE-SEINE	733652	2187	0,30%
SEINE-SAINT-DENIS	533915	2708	0,51%
VAL-DE-MARNE	585362	2217	0,38%
VAL-DOISE	532715	2340	0,44%
GUADELOUPE	145153	1335	0,92%
MARTINIQUE	146270	1442	0,99%
GUYANE	37412	208	0,56%
LA REUNION	364085	2190	0,60%
MAYOTTE	36004	191	0,53%
NOUVELLE-CALÉDONIE	89259	485	0,54%
POLYNÉSIE-FRANCAISE	89819	510	0,57%
SAINT-PIERRE ET MIQUELON	2631	23	0,87%
WALLIS-ET-FUTUNA	6407	48	0,75%
SAINT-MARTIN/SAINT-BARTHELEMY	8033	44	0,55%
FRANCAIS DE L'ETRANGER	403395	1137	0,28%
TOTALUX	35885738	202561	0,56%

• Industrie pharmaceutique

Seuls les profits sont bien soignés

Une étude sur les affaires de l'industrie pharmaceutique publiée récemment met en évidence le niveau élevé des profits dans ce secteur. Il s'est vendu dans le monde pour 880 milliards de dollars de médicaments en 2011. Les entreprises réalisent une marge d'exploitation de 20,5 %, soit 175 milliards de dollars.

Le marché pharmaceutique devrait encore se développer de 4 % d'ici 2015, même si la rentabilité devrait diminuer un peu.

Les entreprises européennes réalisent des profits encore supérieurs à ceux de leurs homologues américaines, en grande partie semble-t-il parce qu'elles parviennent à vendre plus cher les médicaments génériques.

Et pourtant de très nombreux malades dans le monde ne parviennent pas à se soigner, car ils n'ont pas les moyens de se payer les produits de ces firmes puissantes et riches. Sans compter les scandales à répétition, comme celui de la vaccination contre la grippe en 2009, ou celui du Mediator plus récemment, qui montrent que la recherche du profit l'emporte sur la recherche de l'efficacité et de la fiabilité des médicaments.

Les besoins mondiaux en médicaments sont considérables et les progrès dans la recherche devraient permettre de mieux lutter contre la maladie et les effets du vieillissement. Mais il serait tout autant nécessaire de vendre les médicaments le moins cher possible et d'orienter la production et la recherche en fonction de l'efficacité thérapeutique. Mais tout cela est contradictoire avec le fait que cette industrie reste aux mains d'actionnaires dont les objectifs se mesurent en profits financiers.

Jean POLLUS

• Fraude fiscale

Seillière pris la main dans le sac

Invité il y a peu à France Inter, le baron Seillière, héritier de l'empire Wendel, s'était vanté de payer ses impôts en France. Or le fisc s'apprête à le poursuivre en correctionnelle, lui et treize autres cadres ou anciens cadres du groupe, pour... fraude fiscale.

« L'administration considère que vous vous êtes volontairement soustrait à l'établissement et au paiement partiel de l'impôt sur le revenu 2007 », affirme le courrier de la Commission des infractions fiscales (CIF). « Ces griefs sont susceptibles de motiver le dépôt d'une plainte pénale », conclut la lettre. La décision appartiendra au prochain ministre du Budget.

L'affaire remonte à 2007, quand le baron Seillière et son bras droit de l'époque, le financier Jean-Bernard Lafonta, ont

proposé à leurs cadres dirigeants de participer à un montage financier destiné à « améliorer leurs revenus ». Notons que parmi ces cadres on trouvait une certaine Christine Dutreil, alors chargée de communication de la maison Wendel, mais aussi épouse de l'ancien ministre des PME et du Commerce. Les liens qui unissent ministres et patrons sont souvent étroits... En tout cas, c'est ce montage financier qui a été jugé frauduleux par le fisc, sa seule finalité étant d'échapper à l'impôt.

Au total, Seillière et ses cadres devraient au fisc 200 millions d'euros. « À ce stade, le fisc nous réclame, tout compris, environ 60 % de ce que l'on a gagné », a déclaré un des cadres. Soit, pour Seillière, qui a empoché 65 millions d'euros, près de 40 millions. Jean-Bernard Lafonta, qui avait gagné 150 millions, a reçu une première addition fiscale de 77 millions. Notons que, même avec un tel redressement, il reste une belle somme à chacun. Le baron Seillière, par exemple, garderait dans ce cas 25 millions d'euros, ce qui représente tout de même 2 000 années de salaire d'un travailleur payé au smic.

Le code général des impôts

prévoit dans ce cas 37 500 euros d'amende et cinq ans d'emprisonnement. Mais, interrogé sur cette poursuite au pénal pour fraude fiscale, l'héritier de l'empire Wendel et ex-patron des patrons français, Ernest-Antoine Seillière, a déclaré : « Je n'ai pas de commentaire à faire, c'est une histoire du domaine privé. Il y a un rituel et nous sommes dans le rituel, je n'ai rien d'autre à dire. » Une affaire privée, pas vraiment ! Quant au fait que Seillière considère la poursuite par le fisc comme un « rituel », cela montre tout le cynisme d'un patron convaincu, et pour cause, qu'il est au-dessus des lois.

Aline RETESSE

• Hausse des prix

Les revenus doivent suivre

Selon l'Insee, l'indice des prix à la consommation a augmenté en un an, de mars 2011 à mars 2012, de 2,3 %. Un chiffre qui est censé mesurer l'inflation et servir par exemple pour calculer l'évolution du pouvoir d'achat des salaires. Mais il s'agit d'un chiffre global, obtenu à partir d'un indice qui mélange tout.

Ainsi, les prix des équipements audio-visuels ont baissé

de 12,8 % sur un an, ceux des téléphones et des appareils de télécopie de 10,5 %, ou encore ceux des équipements photo et cinéma de 13,4 %.

Mais dans le même temps, en revanche, les prix des carburants par exemple ont augmenté sur un an de 7,1 %, ceux de l'énergie d'une façon générale de 6,5 %, les prix de l'alimentation globalement de 3,7 %, et ceux des légumes

frais de 7,7 %.

À noter que, « pour des raisons notamment saisonnières », les prix des produits frais ont augmenté en un seul mois, de février à mars 2012, de 5,5 %, et ceux des fruits frais de 8,2 %. Et celui des œufs, élément de base de l'alimentation populaire, en un an a doublé.

Ces chiffres, qui correspondent à des produits de consommation courante,

donnent une idée de l'impact réel de la hausse des prix sur les budgets populaires, un impact bien plus fort que ne le laisse croire l'indice global de l'Insee.

L'augmentation automatique des salaires, des pensions et des allocations en fonction de la hausse réelle des prix est une nécessité vitale pour les classes populaires.

J.J. L.

• La Réunion et Mayotte

Prix à la hausse... et les salaires ?

À la fin du premier trimestre 2012, dans les grandes surfaces de l'île de La Réunion, les prix avaient augmenté en moyenne de 4 %, avec des pointes de 5 à 10 % pour le riz, de 9 % pour le Coca, de plus de 10 % pour l'huile de tournesol, le beurre et le thon frais. Certaines marques ont même tenté de camoufler l'augmentation de leurs prix... en diminuant le poids de leurs produits !

Malgré tout le cinéma fait au lendemain des manifestations de février par les dirigeants du conseil général et régional sur la baisse de soixante articles de consommation courante, force est de constater que les capitalistes de la distribution n'ont aucune parole et ne respectent aucune trêve quand il s'agit de conforter leurs marges bénéficiaires. Ces gens-là sont voraces, et peu leur importe que de plus en plus de familles ne parviennent plus aujourd'hui à faire face à leurs besoins élémentaires, y compris alimentaires.

Dans l'île de Mayotte, les prix sont également repartis à la hausse. Le 29 décembre dernier, après quarante-quatre jours de mobilisation, la population mahoraise avait pourtant obtenu une baisse des prix

sur onze produits de première nécessité. Mais, l'accord conclu à l'époque ayant pris fin le 31 mars, les prix ont fortement augmenté et certains produits sont même dorénavant plus chers qu'avant l'accord ! Il en est ainsi de cette nourriture essentielle qu'est le riz, et de la bouteille de gaz, seul moyen de faire cuire les aliments.

Non seulement les commerçants, en particulier ceux de la grande distribution, ne se sont pas gênés pendant trois mois pour augmenter les prix des produits non concernés par l'accord, mais ils veulent à présent rattraper le peu qu'ils ont dû céder à cause de la grève.

Le patronat ne lâche jamais rien. Aux travailleurs d'en faire autant, en exigeant des augmentations générales des salaires et leur indexation sur la



Un marché à La Réunion.

hausse des prix. C'est ce qu'ont fait les travailleurs de la CAF et de la Sécurité sociale de Mayotte (la CSSM). Après plus d'un mois de débrayages, ils ont obtenu gain de cause. À partir du mois de juillet la CAF et la CSSM bénéficieront de la convention collective nationale. De plus, les salariés des

deux caisses ont arraché une majoration de salaires de 40 % appliquée dans les autres DOM. Celle-ci se fera de façon progressive, mais 5 % seront accordés à partir du mois de juillet.

Quand les prix augmentent, les salaires doivent suivre.

Émile GRONDIN

• Vingt ans de Disneyland

Le rêve continue... pour les capitalistes

On a beaucoup parlé des 20 ans du parc Disney en nous vantant les mérites de ce qui serait un « exemplaire partenariat public-privé ».

Certes, depuis vingt ans, l'État n'a cessé d'accorder faveur sur faveur à Disney : prolongation du RER, construction d'une gare TGV, d'échangeurs routiers, prêts à taux préférentiels, multiples exonérations fiscales... Les aides publiques ont représenté 666 millions d'euros. Et ça continue : l'État a garanti récemment à Disney de prolonger ses avantages jusqu'en 2030.

Dysneyland Paris a remboursé cette année 150 millions d'euros sur sa dette qui s'élève à 1,8 milliard d'euros. Ce qui fait le bonheur des banques

qui ont prêté de l'argent et qui touchent les intérêts. Sans parler des 70 millions de royalties que la société verse chaque année à sa maison mère, The Walt Disney Company. Donc, magie des chiffres, suite à tous ces paiements, Disneyland Paris annonce régulièrement des pertes : 63,9 millions d'euros pour 2011 !

Ces prétendus déficits n'inquiètent ni les banques, ni le vice-président des finances Mark Stead, mais ils servent de prétexte à l'entreprise pour maintenir les salaires aussi bas que possible. D'après les chiffres de la direction, 6 000 sur les 14 000 du parc n'atteignaient pas 1 500 euros net en 2010. Depuis la création du site, les grèves pour les salaires, avec

manifestations à l'intérieur du parc, n'ont pas manqué, jusques et y compris à l'occasion des festivités du 20^e anniversaire.

Les conditions de travail sont à l'unisson des salaires. Dans les attractions il n'est pas rare d'être remplacé au bout de quatre heures au lieu de deux du fait du manque de personnel. Dans la restauration, il faut quatre bras et si on ne va pas assez vite on est « engueulé ». Il y a énormément de démissions : chaque année, la direction doit recruter entre 2 000 et 3 000 nouveaux salariés.

Les accidents du travail sont plus nombreux que dans le bâtiment. Dans les dernières années, trois travailleurs sont tombés dans une fosse. L'un d'eux est handicapé à vie. Un



autre accident s'est soldé par un tassement de vertèbres suite à un ascenseur mal freiné. Un salarié d'une société de nettoyage est mort noyé.

En 2010, le PDG de Disneyland Paris a vu sa rémunération augmenter de 7 %, soit 6 500 euros de plus chaque mois ! Mais pour le 20^e anniversaire du parc, la direction

a eu le culot de proposer aux 14 000 travailleurs un DVD promotionnel, deux entrées gratuites et 1,5 % d'augmentation, soit 22,50 euros pour un salaire de 1 500 euros. Et même si la manifestation de protestation n'a pas eu le succès espéré, le mécontentement est bien présent.

Correspondant LO

• Stages en entreprise

Depuis quelques années, le gouvernement met en place de nouveaux contrats qui permettent aux entreprises d'embaucher des chômeurs sans rien déboursier, ces derniers continuant à toucher leurs allocations chômage.

Ainsi, en 2009, 80 000 chômeurs ont effectué une Évaluation en milieu de travail préalable au recrutement (EMTPR), soit 40 heures maximum en cinq jours chez des patrons déclarant vouloir recruter un salarié. 30 000 autres, toujours en 2009, ont eu un contrat Évaluation en milieu de travail (EMT) d'une durée maximum de 80 heures, mais qui, mieux encore, ne s'adresse pas à des employeurs qui recrutent. Le

patron peut être indemnisé de deux euros par heure, car il permet en quelque sorte à un demandeur d'emploi de faire un stage de découverte du métier !

Il existe aussi pour les patrons qui souhaitent embaucher, mais qui « découvrent » des lacunes dans la formation de la personne, la possibilité de lui faire faire un stage de formation dans l'entreprise d'une durée de 450 heures, soit quatre mois maximum. Pour cette formation, le patron touche une petite compensation. Disons plus clairement que le salarié travaille quatre mois à la charge de l'Assedic dans l'entreprise, et c'est son patron qui touche de l'argent. Il existe néanmoins une toute petite obligation pour

l'employeur, qui pourrait faire sourire, celle de ne pas effectuer de licenciements économiques pendant cette période. Si l'employé ne convient toujours pas après sa formation, ce dont seul le patron est juge, l'embauche n'a pas lieu.

La même chose existe avec une formation en Centre de formation pour lequel 30 % maximum des heures peuvent être effectuées en entreprise. Il faut se souvenir que, en période de plein emploi, les salariés étaient formés sur le tas en étant payés par leur patron, et que ces derniers faisaient tout de même des profits ! Avec la crise, les patrons profitent de l'ampleur du chômage pour imposer l'inacceptable aux chômeurs avec l'accord du gouvernement.



Permettre ainsi des embauches gratuites est un comble pour qui prétend lutter contre le chômage. Ces pratiques desservent l'ensemble du monde du travail, et pas seulement les chômeurs, car elles participent

à tirer les salaires vers le bas et augmentent l'exploitation. En tout cas, avec ces contrats, les jeunes ou moins jeunes apprennent, s'ils ne le savaient déjà, le sens de ce dernier mot.

Viviane LARA

• Nos lecteurs écrivent

La galère de la recherche d'un logement

« Célibataire, j'occupe actuellement, dans les Hauts-de-Seine, un deux-pièces de 48 m², ancien, non isolé, sans double vitrage, avec un chauffage au fuel, dont le loyer s'élève à 650 euros et les charges à 120 euros, soit 760 euros.

Dans le désir de changer pour un deux-pièces plus aux normes actuelles, j'ai répondu à quelques annonces dans le même département, semblant correspondre à mon budget. Je précise que mon salaire net est de 2 000 euros, salaire donc plus que moyen, si je considère que 68 % des salariés gagnent moins que cela.

Voici l'une des annonces à laquelle j'ai répondu, pensant

être parfaitement en adéquation : « Au 2^e étage, un appartement deux pièces de 45 m² comprenant une entrée desservant une salle de séjour, une cuisine indépendante, une chambre et une salle d'eau avec WC. 816 euros charges comprises. Contactez l'agence pour plus de détails. »

La réponse qui m'a été faite est on ne peut plus négative : « Nous dépendons de l'assurance loyers impayés à laquelle souscrivent les propriétaires dont nous gérons les biens. Malheureusement, ce sont leurs services qui décident qui est solvable ou pas, en faisant le calcul suivant : salaire net mensuel x 27 % = taux de solvabilité. Dans votre cas, le

résultat étant de 567 euros, nous n'avons pas d'offres correspondant à vous proposer actuellement. (...) Le fait que les propriétaires aient souscrit à cette assurance implique que soit vous entrez dans leurs « cases », soit le dossier ne passe pas. Nous ne pouvons rien y faire. (...) »

J'aimerais que l'on me dise comment faire pour se loger décemment en région parisienne quand il est impossible d'accéder à un logement de 816 euros alors qu'on gagne 2 000 euros nets par mois ? J'ai une solution : réguler les prix des loyers... »

Cordialement, M. C., Meudon



Combien de personnes cherchent ainsi un logement correspondant à leurs besoins et ne le trouvent pas, même quand elles ont des revenus à peu près corrects ? C'est dire la situation de ceux qui n'ont

même pas ce niveau de salaire ! Compte tenu de la situation, ce n'est pas seulement la régulation des loyers qui s'impose, mais le blocage pur et simple des augmentations de loyers et des loyers en général.

• Tetra Pak (Dijon) Deux jours de grève contre un licenciement

L'infirmière de Tetra Pak, usine de 350 personnes où sont fabriqués des emballages alimentaires pour les packs de lait par exemple, a été licenciée.

Son dossier était vide. Mais par contre celui de la direction est très chargé. En effet, depuis deux ans, celle-ci a multiplié les ruptures conventionnelles. Ainsi vingt personnes sont parties sans être remplacées. À chaque départ, elle passe un communiqué avec la formule consacrée « d'un commun accord, un tel a décidé de donner un nouveau tournant à sa carrière ». Mais on découvre ensuite que c'est avec des méthodes odieuses qu'elle a poussé le salarié à signer. Ainsi une salariée, de retour de congé maternité, s'est vue convoquée à la va vite un vendredi après-midi pour signer une rupture de contrat qui « n'engageait à rien... puisqu'elle avait quinze jours pour réfléchir ». Souvent, par dégoût, les salariés finissent par signer.

À cela s'ajoutent des convocations pour un oui ou un non, des pressions de toutes sortes et du travail qui augmente toujours, ce qui fait qu'on n'en peut plus. Mais, à force de vouloir faire des exemples pour que chacun se sente menacé, la direction a réussi à mettre tout le monde en grève.

Même s'ils n'ont pas réussi à faire revenir la direction sur sa décision, les travailleurs étaient contents d'avoir marqué le coup et montré leur mécontentement. D'autant plus que cela faisait longtemps qu'il n'y avait pas eu de grève dans cette entreprise. Les médias régionaux en ont parlé. Après une campagne de publicité de la direction dans ces mêmes médias, pour les quarante ans de l'usine, où elle présentait Tetra Pak comme une usine qui investit, qui innove, avec un personnel engagé et heureux, on peut dire qu'on était content de faire éclater la vérité.

Correspondant LO

• Fralib – Géménos (Bouches-du-Rhône)

Fermeture d'usine en toute légalité

Le 20 avril, le tribunal de grande instance de Marseille a considéré que le troisième plan de la direction de Fralib à Géménos, dans les Bouches-du-Rhône, répondait aux conditions légales. Il a donc entériné les 182 licenciements initialement prévus, et déjà largement réalisés, et la fermeture de l'usine. Les syndicats ont fait appel, en protestant contre cette « décision de justice politique ».

Cela fait plus d'un an que les travailleurs de cette entreprise, qui produisait les thés Lipton et les tisanes l'Éléphant, se battent pour garder leur emploi. Le deuxième plan de licenciements a été annulé en novembre 2011. La direction a dû revoir sa copie, et elle a mis en avant des propositions de reclassement dans une des six usines du groupe en France ou des mesures d'accompagnement : douze mois de congés de reclassement avec 75 % du salaire, 20 000 euros pour créer une entreprise et de la formation professionnelle. Autant dire

qu'elle se moque du monde, même si elle ne propose plus de postes en Pologne à 500 euros par mois. Qui peut choisir d'aller à l'autre bout de la France, de plus sans être sûr que l'emploi en question durera plus de six mois ? Qui peut croire qu'il réussira à créer une petite entreprise viable, surtout en période de crise ?

Fralib est une filiale du groupe Unilever, une multinationale qui emploie 167 000 personnes dans une centaine de pays et qui a décidé en 2007 de supprimer



Lors d'une précédente manifestation.

20 000 postes dans le monde en quatre ans pour « répondre aux difficultés structurelles du marché », en clair : pour maintenir les profits de ses actionnaires ! Elle reconnaît aujourd'hui que, malgré la crise, elle a connu « une croissance forte », avec 4,5 milliards de bénéfices en 2011, dont un milliard de plus au dernier trimestre de 2011 qu'au trimestre

correspondant de 2010. Tout cela grâce aux fermetures d'usines et à l'augmentation du prix de ses produits, c'est-à-dire en jetant dehors les travailleurs et en rackettant les consommateurs.

Il faut arrêter ce désastre et imposer à Unilever de maintenir l'emploi et les salaires, quitte à prendre sur ses profits.

Sylvie MARÉCHAL

• Continental AG

Des milliards à gogo sur la peau des salariés

Le groupe Continental AG, avec ses 164 000 salariés, est dans une forme éblouissante : c'est lui qui le proclame. Les communiqués de la firme précisent, pour rassurer les actionnaires, que le financement des fermetures d'usines (en Allemagne et en France) n'a pas eu d'incidence notable sur les marges bénéficiaires. En effet, c'est peu de le dire.

En trois ans le groupe aura réalisé 3,2 milliards de bénéfices et il aura réussi à réduire de moitié son endettement. Celui-ci serait ramené à six milliards. Cela voudrait dire au moins six milliards mis de

côté en moins de trois ans, qui s'ajouteraient aux bénéfices nets.

En 2008 Marie-Élisabeth Schaëffler, à la tête d'un groupe dix fois plus petit, avait racheté cet immense groupe industriel sans déboursier un euro, avec l'aide des banques qui avaient mis 12 milliards sur la table. La crise financière et l'effondrement des Bourses étant arrivés, le tour de passe-passe financier concocté avec les grandes banques allemandes a pris du plomb dans l'aile.

Las, tout ce petit monde a décidé de faire payer la note

aux travailleurs, en fermant et licenciant à tour de bras pour faire remonter l'espoir de rentabilité et le cours des actions. Les anciens qui venaient de Siemens l'ont payé au prix fort. Puis les usines de pneumatiques du groupe ont fermé, en France à Clairoux et en Allemagne à Stöcken, laissant 2 000 salariés sur le carreau. Quant aux salariés des autres usines, la direction du groupe a exigé d'eux des sacrifices et imposé une dégradation des conditions d'emploi.

Et voilà le résultat aujourd'hui : une explosion des profits, avec des taux de

rentabilité hors normes et une montée continue du cours des actions permettant tous les tours financiers. Ce qu'aurait coûté le maintien des emplois et la répartition du travail entre tous les salariés du groupe n'aurait pas eu « d'incidence notable » face aux milliards accumulés. Pourtant, encore aujourd'hui, la direction du groupe renâcle à assurer ses engagements vis-à-vis des travailleurs qu'elle a licenciés. Qui dira que les patrons comprennent autre chose que le rapport de forces ?

Paul SOREL

• SwissTex – Valence (Drôme)

Des suppressions d'emplois inacceptables

Le tribunal de commerce de Romans, dans la Drôme, a décidé le 18 avril de céder l'usine SwissTex de Valence à un groupe ardéchois, Reyes. Depuis sa mise en liquidation judiciaire par le groupe allemand Baikap (Bavaria Industrie Kapital) un mois plus tôt, les salariés de cette usine, qui fabrique des machines pour le textile, étaient inquiets pour leurs emplois. Certes, l'usine ne fermera pas, mais neuf salariés sur les 91 vont être licenciés.

Et, reprise ou pas, les salariés restent inquiets. Car elle se fait en scindant les 82 salariés restants entre trois entités juridiques distinctes : la production d'un côté, la recherche-développement de l'autre, d'autres fonctions étant directement reprises par le groupe Reyes. Les travailleurs ainsi éclatés craignent de perdre les liens de solidarité tissés au cours des années entre eux pour faire face aux repreneurs successifs. Le passé leur a appris à être méfiants, à juste titre. Ils savent qu'un patron

ne fait jamais rien sans arrière-pensée. Ils craignent d'être en moins bonne position en cas de nouveau coup dur. Diviser pour mieux régner reste le leitmotiv de tous les patrons.

Beaucoup d'entre eux n'oublient pas qu'ils étaient encore 140 avant la reprise par Bavaria en 2010. En quelques années, plusieurs dizaines de travailleurs ont donc perdu leur travail, à cause de l'irresponsabilité et de la rapacité de ces capitalistes voyous du style Baikap, qui osent se vanter, sur

leur site Internet, d'un chiffre d'affaires en hausse en 2011 et de 2,4 millions d'euros de bénéfices. Alors que les carnets de commande de l'usine sont remplis, il y avait largement de quoi maintenir les emplois de tous les travailleurs qui ont enrichi ce groupe par leur travail.

Même si les travailleurs sont soulagés que l'activité se poursuive pour l'instant, ils savent aussi qu'il faudra qu'ils continuent à se faire respecter par leur nouveau patron.

Correspondant LO

• PSA Peugeot-Citroën – Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis)

Une réunion obtenue par la mobilisation

Mercredi 18 avril, à Bercy, s'est tenue la première réunion tripartite concernant l'avenir de l'usine PSA d'Aulnay, réunissant les syndicats, la direction et le ministre de l'Industrie. La tenue de cette réunion a été vécue comme un premier pas par les travailleurs de l'usine.

C'est au moment où une délégation de quelque 400 travailleurs en grève est venue manifester à proximité du QG de campagne de Nicolas Sarkozy, le 12 avril, que l'organisation de cette réunion tripartite a été obtenue. À quelques jours du premier tour de l'élection présidentielle, Sarkozy avait voulu à bon compte faire mine d'être à l'écoute des travailleurs de PSA. À l'occasion, les représentants syndicaux avaient fait comprendre au président-candidat qu'ils n'avaient, cette fois, pas l'intention d'être reçus par des sous-fifres : lors d'une précédente réunion, à Bobigny, le 30 mars, PSA avait envoyé un simple directeur des relations sociales, et le gouvernement un malheureux préfet. Message reçu : mercredi 18 avril, c'est le ministre de l'Industrie qui a reçu les participants et, côté PSA, c'est le n°2 du groupe, Denis Martin, qui a dû faire le déplacement.

Tous les représentants syndicaux s'étaient retrouvés sur un même accord en bonne et due forme, qu'il ne restait plus qu'à signer par le gouvernement et la direction. PSA s'engagerait d'abord et avant tout à ce que tous les emplois soient maintenus, que la production se poursuive à Aulnay au moins jusqu'en 2016 et qu'un nouveau véhicule soit affecté par la suite à cette usine.

Naturellement, ni Denis Martin ni son serviteur Besson n'ont accepté de signer cet accord. En revanche Denis Martin, pas gêné, s'est tourné vers les élus locaux présents pour leur expliquer que PSA avait des problèmes de compétitivité dus – quelle surprise ! – aux charges et à la fiscalité qui l'écrasent. Alors que 3 500 travailleurs attendent des réponses sur leur éventuel licenciement, ce patron arrogant n'a rien d'autre à faire que de se demander comment gagner encore un peu plus !

À la demande que la baisse des charges soit à l'ordre du jour de la prochaine réunion, les



représentants des travailleurs ont répondu que la seule chose à y discuter serait l'article I de l'accord sur le maintien de tous les emplois de l'usine, puis l'article II, puis l'article III, et ainsi

de suite.

Dans les ateliers, personne ne s'attendait à ce que la direction signe l'accord dès cette première réunion : cela fait des années que le patron prépare la

fermeture d'Aulnay, et il est bien évident qu'il faudra plus que des manifestations à quelques centaines pour le faire reculer. Mais, par ailleurs, PSA n'a cessé de déclarer depuis un an qu'il ne serait pas question de participer à quelque rencontre tripartite que ce soit. Le fait d'avoir imposé que cette rencontre ait lieu est vécu, à juste titre, comme un petit succès.

La mobilisation doit continuer à s'organiser et à s'amplifier. La prochaine étape est la manifestation du Premier mai, où un cortège de PSA fera entendre ses revendications, le plus nombreux possible. Lundi 23 avril, la petite provocation de Sarkozy, appelant lui aussi à une manifestation, mais du « vrai travail », le Premier mai, donnait d'autant plus envie aux travailleurs les plus conscients de ne pas manquer cette prochaine étape.

Correspondant LO

Débrayage au Montage

Vendredi matin 20 avril, quarante ouvriers, c'est-à-dire la quasi-totalité des embauchés d'un secteur du Montage de PSA Aulnay, les UEP HC3 et HC2, ont débrayé. Cette réaction de ras-le-bol a réuni les ouvriers postés et les monteuses. Ces derniers, ouvriers professionnels, sont le maillon intermédiaire entre les opérateurs sur chaîne et la hiérarchie. La direction leur demande toujours plus : en plus des contrôles, des retouches et de la formation, c'est à eux de tenir les postes sur chaîne en cas d'absence. Il n'y a donc

plus personne pour assurer les remplacements.

Cette situation n'est pas nouvelle, mais s'aggrave semaine après semaine, avec l'application de ce que PSA appelle « l'usine d'excellence ». C'est le sous-effectif organisé, les postes de travail surchargés, et la direction voudrait qu'il n'y ait aucun défaut et aucun arrêt de chaîne !

Le mécontentement accumulé a donc débordé. Réunis pendant la pause, les grévistes ont fait venir le contremaître qui a dû supporter la chaîne

arrêtée pendant une heure et que chacun vide son sac et exprime son ras-le-bol. Tous exigeaient qu'il y ait des ouvriers en plus pour que chacun puisse être remplacé quand il en a besoin. Au lieu d'essayer de vider l'usine, PSA doit embaucher !

Une semaine a été donnée à la direction pour répondre aux revendications des travailleurs, en lui faisant savoir qu'ils étaient prêts à se remettre en grève si elles n'étaient pas satisfaites.

Correspondant LO

• Vendeuvre sous-vêtements (Aube)

Manifestation contre la fermeture

Vendredi 20 avril, à l'appel de la CGT, des salariés de VSV (Vendeuvre sous-vêtements) se sont rassemblés devant l'entreprise et ont manifesté dans les rues de Vendeuvre. Cette manifestation dynamique exprimait leur refus d'être mis au chômage à la suite de la liquidation judiciaire de l'entreprise, décidée par le tribunal de commerce de Troyes il y a un mois. Aux 37 travailleurs de l'usine, le tribunal avait signifié que leur activité s'arrêterait le 30 avril.

La direction de VSV n'a même pas respecté la procédure légale. Le 12 avril, elle a convoqué une réunion du comité d'entreprise à 14 heures, une seconde pour 14 h 30, mais en convoquant la déléguée syndicale CGT seulement pour 15 heures, afin de supprimer toute expression d'opposition. La CGT a alors déposé un recours pour délit d'entrave et usage de faux. L'échéance risque donc d'être retardée.

Malgré le rendez-vous obtenu fin mars avec le ministre Baroin et la promesse de l'intervention des services de l'État, malgré une hypothétique reprise de l'usine par le groupe Zannier, spécialiste du vêtement pour enfants, juniors et adultes, tous les salariés seront licenciés. Après avoir déjà été vendue par le groupe Poron, l'usine de Vendeuvre, qui a connu plus d'une centaine de salariés, est en passe



aujourd'hui de disparaître entièrement.

Pourtant, si VSV est une entreprise qui affirme connaître de gros problèmes de trésorerie, affichant une dette de 600 000 euros, l'usine de Vendeuvre reste un sous-traitant d'un groupe textile important, le groupe Zannier, qui regroupe dix-huit marques

de vêtements et emploie 5 000 salariés dans trente pays différents.

D'autant plus qu'actuellement ce groupe investit sept millions d'euros sur le site de la Varizelle, à Saint-Chamond dans la Loire, pour construire un très grand entrepôt de stockage avec un robot. Il laisse miroiter la création

d'une centaine d'emplois pour obtenir de nombreuses aides, subventions et autres exonérations. La pratique est coutumière pour ce groupe.

Autant dire que le groupe Zannier aurait parfaitement de quoi maintenir les 37 emplois à Vendeuvre s'il prenait sur ses bénéfices présents ou passés.

Correspondant LO

• Crise financière

Le pire est à venir

Lundi 23 avril, les marchés boursiers européens ont connu une forte baisse, montrant le peu de confiance des « investisseurs » dans leur propre économie. Les institutions financières internationales témoignent du même état d'esprit: le FMI vient de provisionner 400 milliards de dollars pour faire face à un nouveau développement de la crise.

Mais le pessimisme, ou le réalisme, n'empêche pas les affaires. Puisque les spéculateurs ne prévoient pas d'amélioration de la situation, ils parient donc sur la baisse, la récession, la catastrophe. C'est ce que font les grandes banques internationales, qui continuent à spéculer sur les différences de taux de crédit entre les divers pays de la zone euro. L'Italie, l'Espagne et le Portugal, comme la Grèce avant eux, doivent payer de plus en plus cher pour emprunter aux banquiers les sommes destinées à rembourser ces mêmes banquiers. Ces États s'enfoncent ainsi dans la

spirale d'une dette de plus en plus élevée. La note est présentée aux travailleurs sous forme de licenciements, réduction des salaires, pensions et retraites, démantèlement des services publics, augmentation des impôts sur la consommation.

Les Pays-Bas à leur tour sont l'objet d'une attaque des banquiers, d'autant plus que leur gouvernement vient de tomber lors du vote d'un plan d'austérité. Le taux d'intérêt consenti à l'État français par les banquiers vient lui aussi d'augmenter.

La spéculation est encore aiguisée par la perspective de

la récession. Depuis six mois maintenant la production de biens matériels, la seule véritable production de richesses, celle que les financiers se partagent en définitive, stagne. C'est ce qu'indiquent les indices dits PMI, qui mesurent les commandes passées par les directeurs des achats des entreprises privées. Ils achètent, bien sûr, mais moins. L'économie continue de tourner mais, disent les économistes, elle se « contracte ». Sous cette expression délicate se cache la mise à la rue de millions de travailleurs de par le monde. Car la première conséquence de cette contraction de l'économie productive, y compris dans les pays exportateurs comme la Chine et l'Allemagne, est l'augmentation du chômage.

Contraction ou non, les capitalistes veulent maintenir



leurs profits. Le ralentissement de l'économie, même s'il n'est pas catastrophique, entraîne des attaques redoublées du grand patronat: les capitalistes veulent garder ou augmenter leur part d'une richesse produite qui va en s'amenuisant. La crise de leur système, l'écroulement des Bourses, leur servent encore de moyens de

chantage pour tenter de faire passer leurs diktats. Il n'y a aucune raison que les travailleurs les acceptent.

Toute l'histoire atteste que ce chemin ne se fera pas sans que les travailleurs se révoltent. Et, de contraction en contraction, le capitalisme finira par accoucher d'une révolution.

Paul GALOIS

Les travailleurs européens sous le joug de l'austérité

Sous prétexte de permettre aux États de rembourser les dettes qu'ils ont contractées auprès des banques – en grande partie pour leur sauver la mise après la crise financière de 2008 – les plans d'austérité se sont multipliés en Europe. Ce sont les banques qui encaissent, mais ce sont les travailleurs qui payent.

Les travailleurs payent le plus lourd tribut en Grèce, en Irlande, au Portugal surtout, mais aussi, plus récemment, en Italie et en Espagne. Mais aucun État et surtout aucune population n'ont été épargnés et ne sont à l'abri de connaître le même sort.

Les mêmes mesures ont été appliquées pratiquement partout, avec plus ou moins de sévérité, selon les situations, par des gouvernements de gauche comme par des gouvernements de droite: baisse ou gel des salaires et réduction du nombre des fonctionnaires, augmentations de la TVA, autrement dit de l'impôt qui pèse le plus lourdement sur les couches populaires, recul de l'âge légal du départ à la retraite, augmentation du coût de la santé, etc. Pas besoin pour cela de plan d'austérité en bonne et due forme. En France, l'austérité pour les populations n'a pas commencé avec les deux plans Fillon dits de rigueur de 2011.

Sous une forme ou sous une autre, aucun État européen et surtout aucune population n'y échappent. Résultat, les banques ont continué à percevoir les intérêts de leurs prêts, mais les économies européennes se sont enfoncées dans la récession et les

populations dans le chômage et la pauvreté. De ce fait, le déficit des budgets publics et le taux d'endettement des États, loin de se réduire – ce qui était, sinon le but, du moins le prétexte des mesures d'austérité – continuent à croître.

Aujourd'hui, avec l'aggravation récente et rapide de la récession qui touche désormais la quasi-totalité des États européens – y compris ceux qui, comme les Pays-Bas, paraissent jusque-là y avoir échappé – un certain nombre d'économistes, relayés par la presse, font mine de s'inquiéter et appellent... à « limiter la brutalité des plans de rigueur ». « Par cette politique d'austérité généralisée, la crise ne sera pas résolue, mais aggravée », concluent par exemple les auteurs d'une étude récente de l'Observatoire français des conjonctures européennes (OFCE). « On s'obstine pour des raisons politiques à chasser des objectifs qui nous échappent. Personne n'y croit, personne ne le souhaite. Mais on y va quand même », explique pour sa part un professeur d'économie cité par *Le Monde* du 21 avril.

Mais, en fait de raisons politiques, cette « politique d'austérité généralisée » n'est rien d'autre que la lutte menée par

les classes riches, par la bourgeoisie de la finance et de l'industrie, soutenue par les gouvernements de gauche comme de droite, pour faire payer leur crise aux classes pauvres, aux travailleurs, et continuer à s'enrichir, malgré la crise, et même grâce à la crise.

Cette véritable guerre sociale, cette politique mènent à la catastrophe? Capitalistes et gouvernements le savent, mais ils y vont quand même. Même au risque de provoquer « une explosion sociale sur fond d'aggravation du chômage », comme un économiste de banque, cité par *Le Monde*, le dit lui-même.

Jean-Jacques LAMY



Des travailleurs espagnols manifestent contre l'austérité.

• Apple verse 45 milliards de dollars à ses actionnaires

Les rentes de la surexploitation

La firme Apple a annoncé qu'elle allait distribuer au total 45 milliards de dollars (34 milliards d'euros) sur trois ans à ses actionnaires, la plus grosse partie sous forme de dividendes, le reste de rachats d'actions. C'est paraît-il la première fois que la firme verse un dividende à ses actionnaires, qui jusque-là se contentaient de voir le cours de leurs actions exploser régulièrement. Mais les patrons d'Apple apparemment ne savent plus quoi faire de

l'argent qu'ils amassent.

Actuellement leur réserve de trésorerie, leur cash, atteint les 100 milliards de dollars (75 milliards d'euros), ce qui fait de l'entreprise une des plus riches du monde. D'où vient ce pactole? Ce qui a fait et fait encore la fortune de l'entreprise, de ses patrons et de ses actionnaires, ce ne sont pas le génie et les innovations technologiques de son fondateur, Steve Jobs, décédé en octobre dernier, comme

l'expliqua alors toute la presse.

La source de leurs richesses, ce sont évidemment leurs clients, qui payent le prix fort pour leurs produits, mais surtout les milliers d'ouvriers qui les fabriquent, surexploités dans des conditions dignes du 19^e siècle par des entreprises sous-traitantes installées en Chine. En la matière, la capacité « d'innovation » d'Apple est vieille comme le système capitaliste.

J.-J. L.

• Argentine

L'État reprend les capitaux de Repsol

Le 17 avril, la présidente argentine Cristina Kirchner, dénonçant le fait que « l'Argentine est le seul pays d'Amérique latine qui ne contrôle pas ses ressources naturelles », a annoncé la « récupération » par l'État argentin de 51 % du capital de la compagnie pétrolière argentine YPF, au détriment de son principal actionnaire actuel, la compagnie espagnole Repsol.

Les dirigeants argentins, comme le ministre de l'Économie, dénoncent le « pillage » de la compagnie espagnole qui, en 2011, a rapatrié 90 % de ses gains au lieu de les investir sur place, avec cette conséquence pour l'économie argentine, traditionnellement exportatrice d'hydrocarbures, qu'elle a dû importer pour dix milliards de dollars (environ 7,6 milliards d'euros) de pétrole l'an dernier. La presse argentine, emboîtant le pas de la présidente, dénonce une « seconde colonisation » espagnole. La une du quotidien *Página 12* a montré un Christophe Colomb débarquant, drapeau de Repsol déployé.

Du côté des autorités et de la presse espagnoles, la réaction a été vive : « L'Argentine mérite des représailles, car elle a ridiculisé la légalité internationale et le droit de la libre entreprise »,

a écrit *El País*. Mais quoi qu'en disent de tels scribouillards, l'État argentin n'envisage pas une nationalisation sans rachat, mais prévoit d'indemniser la compagnie espagnole.

La mesure est en tout cas approuvée par la majorité des Argentins et est aussi populaire que l'espoir de récupérer les îles Malouines, sous contrôle britannique depuis 1833, un sujet que la présidente a également agité ces derniers temps. Sur ces deux questions, le gouvernement veut visiblement flatter les sentiments anti-impérialistes toujours profonds en Amérique latine.

La présidente argentine est là tout à fait à contre-pied de ses prises de position de 1992, quand elle était une députée péroniste et que feu son mari gouvernait la province de Santa Cruz, riche en pétrole. Tous

deux soutenaient alors les privatisations du gouvernement Menem qui avaient permis à Repsol de prendre le contrôle d'YPF. Encore en 2010, la présidente avait fait l'éloge de Repsol. En outre, un ex-directeur de la banque centrale argentine a remarqué que, si Repsol a pu si facilement rapatrier la presque-totalité des profits réalisés avec YPF, c'est aussi parce l'État argentin n'exerce aucun contrôle contraignant sur les multinationales.

Le gouvernement argentin voudrait aujourd'hui réduire sa facture énergétique, car elle est une des sources de la hausse galopante des prix qui, elle-même, alimente le mécontentement de la population. Mais, comme bien d'autres avant eux, les dirigeants argentins



Manifestants pour la reprise du contrôle d'YPF.

espèrent récupérer à leur profit ce mécontentement populaire, celui qui a été exprimé, par exemple, par des manifestants venus soutenir la présidente avec des pancartes exigeant la nationalisation totale de YPF.

Si la multinationale prédatrice Repsol cesse de piller l'économie argentine, tant mieux pour la population du pays, encore que Repsol sera indemnisé et que les groupes

privés argentins qui détiennent près de 43 % des capitaux de YPF vont continuer d'encaisser les profits correspondants, puisqu'il n'est pas question de les exproprier. Car l'État argentin est d'abord au service des possédants argentins, même si ses dirigeants peuvent à l'occasion se tailler un succès en écornant les intérêts d'une multinationale impérialiste.

Jacques FONTENOY

• Soudan

La guerre du pétrole avec la peau des peuples

La guerre ouverte menace à nouveau au Soudan. L'aviation de Khartoum a bombardé les régions frontalières entre le Nord et le Sud, désormais indépendant, et se préparerait à une offensive terrestre.

Depuis juillet 2011, le Soudan est officiellement divisé en Soudan et Soudan du Sud, le premier rassemblant quatre fois plus d'habitants que le second. En affichant leur soutien au nouvel État, dont la capitale est

Djouba, les représentants des grandes puissances misaient sans doute sur une situation plus favorable à l'exploitation, par les grandes compagnies pétrolières, des énormes réserves de brut du pays. Celles-ci produisent chaque jour 470 000 barils d'or noir et rapportent chaque mois des milliards de dollars, dont les 40 millions d'habitants des deux Soudans ne voient que l'ombre. Plus de la moitié d'entre eux doivent vivre avec moins d'un dollar par jour.

Dans ce pays, troisième producteur de pétrole d'Afrique,

le sol est partagé entre les immenses surfaces de terres cultivables monopolisées par l'agrobusiness et ses productions de protéagineux destinées à l'exportation pour l'alimentation animale, et les concessions pétrolières. C'est ainsi que Total, entre autres, est à la tête d'une concession sur le bloc B, grand comme un cinquième de la France.

Après des décennies de guerres et de famines, après deux millions de morts, la partition du Soudan, loin de déboucher sur une paix

hypothétique, a été l'amorce de nouvelles tensions entre le clan du président Omar El-Béchir, à Khartoum, et le gouvernement de Salva Kiir, à Djouba. C'est au Soudan du Sud que sont en effet concentrés plus des trois quarts des richesses pétrolières, tandis que les oléoducs, raffineries et le terminal portuaire permettant l'exportation sont au Nord.

Le motif invoqué pour l'intervention des troupes du Nord serait l'occupation depuis le 10 avril dernier, par des forces armées du Sud, de la zone

pétrolière de Heglig, d'où le gouvernement du Nord tire la moitié de sa production. Bruits de bottes et discours va-t-en-guerre se concurrencent désormais, au Nord comme au Sud, dont l'enjeu est le partage, entre les classes dirigeantes des deux camps, des royalties que leur laissent les compagnies pétrolières. Les victimes des bombardements sont enterrées, les blessés acheminés vers de pauvres hôpitaux. Mais pour les profits des compagnies, pas de problème.

Viviane LAFONT

• Nos lecteurs écrivent

Trois jours de prison en Israël

Une participante bastiaise à l'opération « Bienvenue en Palestine » nous a envoyé son témoignage.

Le 15 avril, avec d'autres participants à une mission internationale Bienvenue en Palestine, je comptais embarquer à l'aéroport de Nice pour Bethléem. Il s'agissait d'aider à la reconstruction d'écoles bombardées et dans nos bagages nous étions armés... de cahiers et de crayons.

À Nice, la police française a empêché la plupart d'entre nous d'embarquer, comme elle l'a fait sur d'autres aéroports. Avec quelques participants de la mission, j'ai pu cependant le faire. Mais à Tel-Aviv la police, des militaires, le service d'immigration nous attendaient; tous criaient, nous bousculaient, nous fouillaient et voulaient nous faire rembarquer. Devant notre refus, la police confisqua tout ce que nous avions sur nous, sépara les

femmes des hommes et nous fit enfiler une tenue de prisonnier pour nous envoyer en cellule.

Nous avons toutes commencé une grève de la faim, exigeant de rejoindre Bethléem. La violence psychique était continue; nous ne pouvions ni téléphoner ni demander un avocat. Nous n'avons pas été plus aidées par le consul de France, venu pour tenter de nous dissuader de continuer la grève de la faim

et nous expliquer qu'il ne pouvait rien faire pour nous, « car l'État d'Israël est souverain », nous a-t-il expliqué.

Mercredi 18 avril, avec trois autres femmes nous avons été expulsées de force. Pour trois prisonnières, nous avons eu droit à six membres de la sécurité pour nous accompagner dans l'avion jusqu'à Nice! Nous avons été remises à la police française, qui nous a enfin rendu nos passeports, téléphones et effets personnels.

La collaboration des autorités françaises avec celles de l'État d'Israël était criante. J'avais la rage au cœur de n'avoir pas pu embrasser nos sœurs palestiniennes, qui subissent tous les jours ce genre de traitement avec encore bien plus de violence. Mais je garde l'envie encore plus forte de résister à tous les oppresseurs. Oui, nous retournerons en Palestine.

Pitrina (Bastia)

La Fête de Lutte Ouvrière

Samedi 26, dimanche 27 et lundi 28 mai à Presles (Val-d'Oise)

Dans quatre semaines, se déroulera trois jours durant la Fête de Lutte Ouvrière, à Presles, dans le Val-d'Oise.

À tous ceux qui viendraient pour la première fois, ou qui reviendraient, nous pouvons donner de nouveaux éléments du programme : les artistes qui se produiront sur le Grand Podium, le Parcours dans les arbres, le Village médiéval... Prochainement, nous pourrions donner la liste des nombreux scientifiques et chercheurs qui viendront faire des

conférences au chapiteau scientifique, les nombreux débats qui seront organisés autour de personnalités et de leur livre, et mille choses encore.

Trois semaines après l'élection présidentielle, on se trouvera aussi dans une nouvelle situation sociale et politique et en pleine campagne des élections législatives. Il y aura largement matière à débats autour des perspectives à ouvrir pour les travailleurs, et pour tous ceux que révolte cette société capitaliste en crise.



Commandez vite vos cartes

Les cartes d'entrée sont disponibles. Jusqu'au 29 avril, elles sont vendues au tarif réduit de 10 euros pour les trois jours. À partir du 30 avril, elles seront disponibles au prix de 12 euros. Enfin sur place, à la Fête, leur tarif sera de 15 euros. L'entrée est gratuite pour les enfants de moins de 14 ans accompagnés. Des bons d'achat d'une valeur de 5 euros mais vendus 4 euros, utilisables sur tous les stands de la Fête, sont également disponibles.

Vous pouvez vous procurer cartes et bons d'achat, soit auprès de nos camarades, soit en écrivant à :

Lutte Ouvrière - BP 233 - 75865 Paris Cedex 18

Indiquez, dans votre courrier, le nombre de cartes et de bons d'achat demandés, et joignez un chèque du montant voulu à l'ordre de Lutte Ouvrière. N'oubliez pas d'indiquer l'adresse où expédier cartes et bons. Envoi franco.

Navettes gratuites pour venir à la fête

Pour venir à la Fête, le plus commode sera de prendre les cars gratuits qui partiront du métro Saint-Denis-Université, terminus de la ligne 13, et qui vous déposeront à l'entrée de la Fête. Ces cars fonctionnent aux mêmes horaires que la Fête : elle ouvrira le samedi 26 mai, à partir de 11 h jusqu'au soir à 23 h, puis sans interruption du

dimanche matin à 9 h jusqu'au lundi soir à 20 h.

Si vous venez en voiture, il faut faire attention : la ville de Presles est petite et le stationnement des voitures y est difficile.

La Fête est également accessible par le train depuis la gare du Nord. La gare de Presles est à 900 mètres de la Fête.

Parcours dans les Arbres

Un parcours aérien, où les aventuriers peuvent se déplacer d'arbre en arbre... à plusieurs mètres de hauteur. Tout cela se déroule en toute sécurité.

Le parcours est homologué et sous le contrôle de moniteurs diplômés.

Conditions d'âge et de taille - 4 euros le parcours.



Meetings de Nathalie Arthaud Dimanche et lundi à 15 heures

Au programme du Grand Podium



SOUAD MASSI
Folk-rock algérien

**DJELI MOUSSA
CONDÉ**
Chansons groove
de Guinée

THE BARETTES
Pop des années soixante

JAGAS
Rock français engagé

BLANKASS
Chansons rock



**LES GRANDES
BOUCHES**
Chansons festives
et militantes



LA CARAVANE PASSE
Electro-rock balkanique

SOUL POWER
Soul Rythm'n blues

Le Village médiéval

Au sein du Village médiéval, petits et grands pourront découvrir, démonstrations par les artisans à l'appui, les techniques de l'époque : la forge médiévale, la calligraphie, l'enluminure, la sellerie d'art, la vannerie, l'usage des instruments de musique et celui du four à pain.

Ils assisteront aussi à des démonstrations d'escrime, de combat en armure, au milieu des danseurs et des jongleurs

Et l'on peut y festoyer avec quelques spécialités culinaires d'époque, ventrebleu !



Tout savoir sur la Fête
fete.lutte-ouvriere.org